



RECUEIL

des

ACTES ADMINISTRATIFS

N°38

Assemblée Générale du 15 février 2019

Le vendredi 15 février 2019 à 18h00, le Comité du Syndicat Intercommunal d'énergie et de e-communication de l'Ain, s'est réuni à la Salle des Fêtes de Péronnas, sous la présidence de Monsieur Walter Martin, assisté de Annie Carrier, Gérard Gallet, Brigitte Coulon, Michel Chanel, Jacques Berthou, Philippe Guillot-Vignot, Christophe Greffet, Denis Linglin, Andrée Tirreau, Vice-Présidents, Guy Billoudet, Hélène Brousse, Alain Chalton, Jean-Paul Courtieux, Daniel Dompont, Claude-Emmanuel Duchemin, Christian Fontaine, Yannick Laurent, Michel Levrat, Jean-Paul Picard, Noël Piroux, Bernard Puthod, Daniel Rousset, Yves Vençon et Georges Vucher, Membres du Bureau.

Outre le Président et les Membres du Bureau précités, sont également présents les délégués des Communes.

292 délégués sont présents ainsi qu'il résulte des contrôles effectués à l'entrée, 27 ont donné un pouvoir recevable.

Le quorum étant atteint (292/498), le Comité Syndical peut donc siéger.

Conformément aux dispositions des Articles L5211-1 et L2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur Claude-Emmanuel Duchemin est élu Secrétaire de Séance.

* * * * *

Les dispositions prises par le Comité Syndical concernent :

1. Compte Rendu des actes effectués en exécution de la délégation de pouvoirs du 12 juillet 2017.
2. Débat sur les orientations budgétaires 2019.
3. Fiscalisation de la contribution due par Messimy sur Saône au SIEA.
4. Boz – Desserte en Gaz – Définition du mode de gestion.
5. Eclairage Public – Définition du niveau d'aide du SIEA sur le renouvellement de points lumineux récemment remplacés.
6. Eclairage Public – Signalisation tricolore et lumineuse.
7. Eclairage Public – Illuminations de Noël.
8. RESO-LIAin – Nomination du Directeur.
9. Communications Electroniques - Convention financière avec le Département pour le déploiement de la fibre optique.

* * * * *

1 - Compte rendu des actes effectués en exécution de la délégation de pouvoirs du 12 juillet 2017.

En application des dispositions des articles L2122-22 et L5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, par délibérations en date du 12 juillet 2017, le Comité Syndical a donné au bureau et au Président, délégation de pouvoirs pour effectuer certains actes.

Conformément aux stipulations du dernier article susvisé, le Président rend compte des actes effectués en exécution de cette décision depuis le dernier comité syndical du 5 octobre 2018 et jusqu'à la date du 5 février 2019 :

Actes du Président :

Marchés – Consultations - Avenants

DP2018-014

Décision du Président relative à la signature de l'accord cadre mono-attributaire relatif à la construction d'un réseau de communication électroniques à très haut débit en fibre optique sur la zone d'initiative publique du territoire du Département de l'Ain - lot 1 : construction d'un réseau de communications électroniques à très haut débit en fibre optique sur la partie Est du Département (marché n°2018.020)

DP2018-015

Décision du Président relative à la signature de l'accord cadre mono-attributaire relatif à la construction d'un réseau de communication électroniques à très haut débit en fibre optique sur la zone d'initiative publique du territoire du Département de l'Ain - lot 2 : construction d'un réseau de communications électroniques à très haut débit en fibre optique sur la partie Ouest du Département (marché n°2018.021)

DP2018-016

Décision du Président relative à la signature de l'accord cadre à bons de commande relatif à l'assistance pour la réalisation de routes optiques et de travaux de raccordement d'abonnés FTTH sur la zone d'initiative publique du territoire du Département de l'Ain - lot 1 : lot d'affectation de routes optiques sur l'ensemble du Département de l'Ain (marché n°2018.022)

DP2018-017

Décision du Président relative à la signature de l'accord cadre à bons de commande relatif à l'assistance pour la réalisation de routes optiques et de travaux de raccordement d'abonnés FTTH sur la zone d'initiative publique du territoire du Département de l'Ain - lot 2 : lot de raccordement de clients finals, référent en zone A (marché n°2018.023)

DP2018-018

Décision du Président relative à la signature de l'accord cadre à bons de commande relatif à l'assistance pour la réalisation de routes optiques et de travaux de raccordement d'abonnés FTTH sur la zone d'initiative publique du territoire du Département de l'Ain - lot 3 : lot de raccordement de clients finals, référent en zone B (marché n°2018.024)

DP2018-019

Décision du Président relative à la signature de l'accord cadre à bons de commande pour les prestations de détection et de géo-référencement des réseaux d'éclairage public - lot 1 : Bugey Plaine de l'Ain (marché n°2018.031)

DP2018-020

Décision du Président relative à la signature de l'accord cadre à bons de commande pour les prestations de détection et de géo-référencement des réseaux d'éclairage public - lot 2 : Bresse- Val de Saône (marché n°2018.032)

DP2018-021

Décision du Président relative à la signature de l'accord cadre à bons de commande pour les prestations de détection et de géo-référencement des réseaux d'éclairage public - lot 3 : Dombes – Côtière (marché n°2018.033)

DP2018-022

Décision du Président relative à la signature de l'accord cadre à bons de commande pour les prestations de détection et de géo-référencement des réseaux d'éclairage public - lot 4 : Haut Bugey- Pays de Gex (marché n°2018.034)

DP2018-023

Décision du Président relative à la signature de l'accord cadre à bons de commande pour les prestations d'élaboration des Plans climat Air Energie Territoriaux (marché n°2018.035)

Marchés subséquents conclus suite à la remise en concurrence des attributaires de l'accord cadre relatif à la fourniture et acheminement de gaz naturel et prestations de services associés – lots n°1 et 2 :

Marché subséquent 1 – marché n°2018.026 conclu avec la société ENGIE entreprises et collectivités, notifié le 7 novembre 2018, prenant effet au 1er janvier 2019, pour deux ans.

Marché subséquent 2 – marché n°2018.027 conclu avec la société GAZ DE BORDEAUX, notifié le 6 novembre 2018, prenant effet au 1er janvier 2019, pour deux ans.

Prestation de maintenance des groupes électrogènes – marché n°2018.025 conclu avec la société BEALAS ENERGIE SERVICE (KOHLER), prenant effet le 1er octobre 2018 et s'achevant le 30 septembre 2019

Marchés subséquents conclus avec le groupement titulaire de l'accord cadre de prestation de mission de conseil et d'assistance stratégique, technico-économique et juridique, financière, institutionnelle, commerciale et administrative, relative à la compétence du syndicat en matière de communication électronique :

Marché subséquent MS23 - Assistance juridique convention de surplomb autorisation de passage, Marché n°2018.029 conclu avec le groupement STRATEGIC SCOUT SA/ CALIA SARL/ ERNST & YOUNG SELAS, notifié le 15 novembre 2018 pour s'achever le 26 novembre 2018.

Marché subséquent MS24 - Assistance régularisation RSE, Marché n°2018.028 conclu avec le groupement STRATEGIC SCOUT SA/ CALIA SARL/ ERNST & YOUNG SELAS, notifié le 24 novembre 2018 pour s'achever le 24 janvier 2019.

Marché subséquent MS25 - Assistance finalisation négociation contrat Free, Marché n°2018.030 conclu avec le groupement STRATEGIC SCOUT SA/ CALIA SARL/ ERNST & YOUNG SELAS, notifié le 15 novembre 2018 pour s'achever le 14 février 2019.

Prestations de maintenance des onduleurs - Marché n°2019001 : conclu avec la société LEGRAND – marché effectif au 1er janvier 2019, s'achevant au 31 décembre 2019.

Avenants - Avenants 1 aux accords-cadres n°2017.013 à 2017.018 « Accords-cadres de maîtrise d'œuvre de travaux d'électrification, de gaz et de communication électronique » :

- n°2017-013 Lot n°1 – Lot A – secteur Bresse, conclu avec NOX ENERGIE SAS
- n°2017-014 Lot n°2 – Lot B – secteur Centre, conclu avec SAFEGE/ SUEZ SAS
- n°2017-015 Lot n°3 – Lot C – secteur Bellegarde – Pays de Gex, conclu avec ARCHIGRAPH SAS
- n°2017-016 Lot n°4 – Lot D – secteur Dombes, conclu avec SARESE
- n°2017-017 Lot n°5 – Lot E – secteur Ambérieu-en-Bugey, conclu avec SAFEGE / SUEZ SAS
- n°2017-018 Lot n°6 – Lot F – secteur Bas Bugey – Valromey, conclu avec ERCD SASU

Objet des avenants : prolongation des délais d'exécution au 31 juillet 2019.

Avenant - Avenant n°1 au marché n°2014-01-02-03 ayant pour objet la réalisation d'études d'exécution et de travaux pour la continuité de réalisation de la desserte optique des communes par le réseau li@in - marché conclu avec la société SOBECA. Avenant ayant pour objet d'exonérer le titulaire de pénalités.

Comptabilité

AR2018C178

Ouverture de crédits pour permettre le remboursement de reliquats de participations communales sur les travaux d'électrification 2015 :

Budget principal	Imputations Budgétaires		Montant des crédits transférés
	Chapitre 020	Dépenses Imprévues d'Investissement	- 116.000,00 €
	248-012015	Travaux d'électrification 2015	+ 116.000,00 €

AR2018C206

Ouverture de crédits pour permettre la régularisation des centimes sur la TVA de l'exercice 2018 :

Budget RESO-LIAin	Imputations Budgétaires		Montant des crédits transférés
	Chapitre 022	Dépenses Imprévues d'Exploitation	- 3,70 €
	Chapitre 65– Art 658	Charges diverses de gestion courante	+ 3,70 €

Autre

Signature d'une convention cadre de financement et de mise en œuvre des travaux – entre le SIEA et la Région AURA – pour l'électrification des pylônes supports d'équipements radioélectriques.

Signature d'un protocole cadre entre le SIEA – Le Département – l'AMF01 – la Chambre d'agriculture – la FDSEA et les Jeunes Agriculteurs, relatif à l'extension du réseau électrique des projets agricoles.

Le bureau, quant à lui, a :

Travaux

- pris connaissance des perspectives de la programmation 2019 en matière d'électrification et d'éclairage public et mandaté le président pour adapter les montants de programme en fonction des notifications effectives qui lui seront faites.

Divers

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,

Vu le décret n° 85-565 du 30 mai 1985 relatif aux comités techniques paritaires des collectivités territoriales et de leurs établissements publics,

Vu le décret n° 85-603 du 10 juin 1985 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la médecine professionnelle et préventive dans la fonction publique territoriale et notamment les articles 5, 5-2, 14-1, 38, 40-1, 43 et 46,

Vu le décret n° 85-643 du 26 Juin 1985 modifié,

Vu la quatrième partie du code du travail relative à la santé et la sécurité au travail,

- autorisé le Président à confier au Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de l'Ain la fonction d'inspection en santé et sécurité au travail et à signer la convention proposée et jointe à la délibération.

Ressources – Finances

- décidé d'attribuer l'indemnité de conseil, instituée par l'arrêté interministériel du 16 octobre 1983, au taux de 100 % à Monsieur Dominique BEAL, Payeur Départemental de l'Ain, Receveur du Syndicat,
- décidé d'attribuer cette indemnité de conseil, au taux de 100 % à Monsieur Dominique BEAL, Payeur Départemental de l'Ain, Receveur de la Régie RESO-LIAin.

* * *

DECISION

Le Comité Syndical,

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Président, à l'unanimité, lui donne acte de son compte rendu.

* * * * *

2 - Présentation du rapport d'orientations budgétaires et débat.

Le président laisse le soin à Madame Brigitte Coulon, vice-présidente en charge des finances, de présenter et d'exposer les orientations budgétaires pour 2019.

Après avoir développé et argumenté le rapport adressé à tous les délégués avec leur convocation, la parole est laissée au débat.

Une seule intervention est demandée sur le budget principal – partie dépenses de fonctionnement. Un délégué demande s'il s'agit bien de 40.000 € de dette alors que l'on évoque un budget en millions. Mme Coulon répond qu'il n'existe quasi pas de dette en budget principal et la dette en fonctionnement ne concerne que la part intérêts du compte 66, d'où seulement 40.000€.

* * *

DECISION

Le Comité Syndical,

Après avoir entendu l'exposé de Madame la vice-présidente en charge des finances, à l'unanimité, lui donne acte de la tenue du débat concernant les orientations budgétaires, au vu du rapport adressé à tous les délégués et joint en annexe.

* * * * *

3 - Fiscalisation de la contribution due par la commune de Messimy s/ Saône.

Par délibération du Comité Syndical du 9 avril 2011, le Syndicat Intercommunal d'énergie et de e-communication de l'Ain a adhéré au principe de fiscalisation des contributions dues par les communes adhérentes, dans les conditions prévues à l'article L5212-10 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Par délibérations des 3 février et 6 avril 2012, la Commune de MESSIMY SUR SAONE a décidé de recourir à la fiscalisation partielle concernant l'opération de mise en souterrain du réseau basse tension "aux Marques".

La contribution de la Commune de MESSIMY, majorée des frais financiers, s'élève à 75.724 €. Elle demande à ce que ce montant soit prélevé sur 6 annuités dont la dernière, celle de 2019 qui sera de 12.619 €.

Ce montant sera versé au SIEA sous forme d'un prélèvement additionnel aux contributions directes locales.

Il sera demandé à Monsieur le Préfet de bien vouloir transmettre un état récapitulatif à la Direction Départementale des Finances Publiques.

* * *

DECISION

Le Comité Syndical,

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Président et en avoir délibéré,

A l'unanimité,

- approuve le montant de la contribution due par la commune de MESSIMY SUR SAONE, qui s'élève à 12.619 € pour 2019, ceci pour la dernière année,
- précise que ce montant sera versé au SIEA sous forme d'un prélèvement additionnel aux contributions directes locales,
- demande à Monsieur le Préfet de bien vouloir transmettre un état récapitulatif à la Direction Départementale des Finances Publiques, qui transformera le montant de la contribution en taux.

4 - Commune de Boz – Desserte en Gaz – Définition du mode de gestion.

Le parc d'activités économiques Actiparc est situé sur les communes de Boz, Gorrevod et Reyssouze. La Communauté de Communes Bresse et Saône en est l'aménageur.

Les communes de Gorrevod et Reyssouze sont alimentées en gaz naturel mais pas celle de Boz.

La Communauté de Communes Bresse et Saône a sollicité le SIEA pour que la partie du parc d'activités se situant sur la commune de Boz puisse être également desservie en gaz naturel.

En tenant compte des besoins exprimés des industriels et notamment ceux à venir, il a été décidé de retenir le projet de desserte en gaz de la commune de Boz, les travaux de premier établissement devant couvrir, a minima, la desserte du parc d'activités économiques Actiparc.

Comme la définition d'un distributeur public de gaz pour une commune non alimentée est soumise au champ concurrentiel, il est proposé au Comité une délégation de service public de type concession, qui paraît le procédé le mieux adapté, car l'ensemble des risques liés à l'exploitation et à l'investissement est supporté par le concessionnaire.

Pour information, ce projet a été soumis :

- conformément à l'article L1413-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, à la CCSPL, réunie le 15 janvier 2019, qui a donné un avis favorable,
- et,
- conformément à l'article 33 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, au Comité Technique réuni le 5 février 2019 qui a également émis un avis favorable.

* * *

DECISION

Le Comité Syndical,

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Président et en avoir délibéré,

A l'unanimité,

- accepte le principe de l'exploitation du service de distribution de gaz sur la commune de Boz, dans le cadre d'une délégation de service public de type concession,
- approuve le contenu des caractéristiques des prestations que doit assurer le délégataire, telles qu'elles sont définies dans le rapport sur le choix du mode de gestion joint en annexe, étant entendu qu'il appartiendra ultérieurement au Président d'en négocier les conditions précises conformément aux dispositions des articles L 1411-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales.

* * * * *

5 - Définition du niveau d'aide du SIEA sur le renouvellement de points lumineux récemment remplacés.

Le SIEA assure la maîtrise d'Ouvrage des travaux d'éclairage public pour les communes lui ayant transféré la compétence.

Les participations communales à ces travaux sont régies par les précédentes délibérations du SIEA, et varient de 40% à 90 % du montant des opérations.

Compte-tenu des gains significatifs en matière d'économies d'énergie, et de leur capacité financière, certaines communes souhaitent remplacer des luminaires « récents » (parfois de moins de 5 ans) par des luminaires utilisant la technologie Leds.

L'Assemblée Générale du 5 octobre 2018 a décidé de fixer la durée d'amortissement pour les installations d'éclairage public à 15 ans.

Par conséquent, même si il est louable que certaines communes s'engagent dans des programmes ambitieux de renouvellement de leur parc de luminaires d'éclairage public, il semble préférable que le SIEA puisse concentrer ses capacités de financement sur les installations les plus anciennes qui sont encore plus énergivores.

Il est ainsi proposé que la participation du SIEA sur les installations d'éclairage public de moins de 15 ans soit pondérée à la baisse en fonction de la durée retenue pour l'amortissement de ces travaux.

* * *

DECISION

Le Comité Syndical,

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Président et en avoir délibéré,

A l'unanimité,

- accepte le principe de pondération de la participation financière du SIEA en fonction de l'âge des installations d'éclairage public ;

- décide que cette pondération soit réalisée de la manière suivante :
La participation du SIEA sur les installations d'éclairage public de moins de 15 ans sera pondérée à la baisse en fonction de la durée retenue pour l'amortissement de ces travaux :

$$P = P0 * C$$

Où

P= Participation du SIEA

P0 = participation du SIEA aux travaux calculée selon les règles habituelles

C = coefficient correcteur ne pouvant être supérieur à 1.

C = âge des installations / 15

Age des installations	C
1	7%
2	13%
3	20%
4	27%
5	33%
6	40%
7	47%
8	53%
9	60%
10	67%
11	73%
12	80%
13	87%
14	93%
15	100%
16	100%
17	100%
18	100%
...	100%

6 - Signalisation tricolore et lumineuse.

Le SIEA assure la maîtrise d'Ouvrage des travaux de maintenance d'éclairage public pour les communes lui ayant transféré la compétence, mais pas celle de l'entretien des feux tricolores.

Certaines communes ont fait part, notamment lors des Commissions Géographiques d'Echanges fin 2018, de leur souhait que le SIEA puisse assurer cette mission, car certaines compétences sont similaires notamment sur le plan électrique.

Le SIEA a d'ores et déjà intégré dans ses marchés d'exploitation certains prix permettant d'assurer ponctuellement et sur demande des communes des interventions de dépannage limitées (remplacement le lampes ou d'optique LED, reprogrammation de contrôleur de feu et visite mensuelle de contrôle).

Ces coûts sont alors pris directement en charge par les communes. La gestion de ces installations répond toutefois à des contraintes techniques et réglementaires très poussées, notamment pour gérer les risques d'accident en cas de dysfonctionnement d'un équipement.

Aussi, le SIEA pourrait proposer aux communes qui en font la demande, d'assurer la maîtrise d'ouvrage de l'exploitation et des travaux neufs sur ces installations. Dans un premier temps, et compte-tenu de l'ancienneté de ces équipements datant souvent de 30 à 40 ans, les communes devront s'engager à financer un diagnostic permettant de mesurer les investissements à réaliser pour se mettre en conformité.

Ce diagnostic pourrait faire l'objet d'un groupement de commandes, piloté par le SIEA, avec les communes intéressées. En fonction des résultats, la décision de transfert pourrait être prise par chaque commune et le SIEA.

Cette compétence optionnelle devrait être intégralement financée par des cotisations nouvelles des communes.

* * *

DECISION

Le Comité Syndical,

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Président et en avoir délibéré,

A l'unanimité,

- valide le lancement d'une enquête auprès des communes visant à identifier celles qui seraient intéressées pour transférer la compétence "signalisation tricolore et lumineuse" au SIEA, et de collecter les informations existantes sur les installations concernées (plans, documents techniques et financiers ...);
- valide le principe du lancement d'un groupement de commandes visant à établir un diagnostic de ces installations et d'évaluer le coût de leur mise en conformité éventuelle;
- valide le principe que ces diagnostics seraient financés intégralement par les communes concernées, le SIEA prenant en charge les coûts de pilotage du groupement de commandes.

* * * * *

7 - Illuminations de Noël.

Le SIEA assure la maîtrise d'Ouvrage des travaux de maintenance d'éclairage public pour les communes lui ayant transféré la compétence, mais pas celle de l'installation des illuminations pour les fêtes de fin d'année.

Des dépannages nombreux sont réalisés en novembre et décembre chaque année, liés à ces installations de décors lumineux qui sont raccordés sur l'éclairage public.

Au-delà de ce coût supplémentaire sur la maintenance curative, certaines installations peuvent présenter des risques électriques qui doivent être maîtrisés.

Enfin, ces installations génèrent des surconsommations d'énergie qui peuvent avoir des conséquences sur les puissances souscrites auprès des fournisseurs d'énergie, et doivent être identifiées afin de mieux mesurer les gains attendus lors de travaux sur les installations d'éclairage public.

* * *

DECISION

Le Comité Syndical,

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Président et en avoir délibéré,

A l'unanimité,

- valide le principe de refacturation systématique aux communes des frais engagés pour un dépannage sur les installations d'éclairage public, lorsque ce dépannage est généré par les illuminations posées par la commune ; Il est précisé que seuls les coûts des entreprises seront refacturés,
- décide d'imposer systématiquement que l'installation de ces motifs lumineux et autres raccordements sur le réseau d'éclairage public par les communes soient effectués selon les règles techniques en vigueur, notamment en matière de protection de la sécurité des personnes.

* * * * *

8 - RESO-LIAin – Nomination du Directeur.

L'article 13 des statuts de la régie d'exploitation du réseau LIAin précise que le Directeur de ladite Régie est désigné par le comité syndical, sur proposition du Président du Syndicat et après avis du conseil d'exploitation de la régie.

C'est ainsi qu'après discussion, les membres du conseil d'exploitation de la régie ont considéré que Madame Stéfany DOUILLET, Directrice du Pôle Communications Electroniques au SIEA depuis novembre 2018, était aujourd'hui la personne la mieux à même de diriger la régie.

En conséquence, le Président serait reconnaissant auprès du Comité de bien vouloir se prononcer sur la nomination au poste de Directeur de la Régie RESO-LIAin de Madame Stéfany DOUILLET.

* * *

DECISION

Le Comité Syndical,

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Président et en avoir délibéré,

A l'unanimité,

- prend connaissance de l'avis émis par le conseil d'exploitation de la Régie en vue de la nomination au poste de Directeur de RESO-LIAin de Madame Stéfany DOUILLET, parallèlement Directrice du Pôle Communications Electroniques du SIEA.
- accepte cette proposition et décide sa nomination.

* * * * *

9 - Convention financière avec le Département pour le déploiement de la fibre optique.

En 2018, le Département a acté le principe d'un financement du projet de déploiement de la fibre optique par le SIEA, à hauteur de 3 millions d'euros par an sur 10 ans, précisant :

- que le soutien financier serait susceptible d'ajustements en fonction de la réalité du déploiement effectué par le SIEA,
- que le principe de financement par le Département du projet de déploiement de la fibre optique par le SIEA se déclinerait dans le cadre de conventions annuelles.

C'est pourquoi, le projet de convention financière que propose le Département pour la subvention concernant l'année 2019 a été adressé à tous les délégués avec leur convocation et joint en annexe.

* * *

DECISION

Le Comité Syndical,

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Président et en avoir délibéré,

A l'unanimité,

- accepte les termes de la convention de financement du déploiement de la fibre optique proposée par le Département de l'Ain au SIEA, pour la subvention de 3 millions d'euros pour l'année 2019,
- autorise le président à signer cette convention.

* * * * *

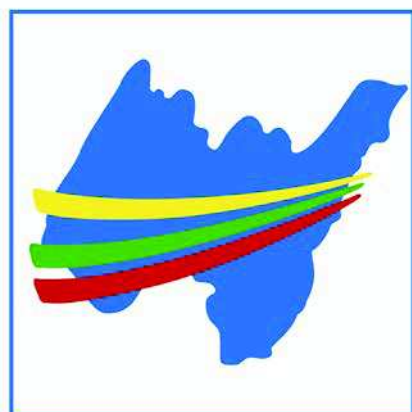
ANNEXE 1

Au recueil des actes administratifs n°38

Suite au comité syndical du 15 février 2019

Rapport sur les orientations

Budgétaires 2019



SIeA

Rapport sur les orientations budgétaires 2019



Rapport sur les orientations budgétaires 2019

La loi d'administration territoriale de la République (ATR) de 1992 a imposé la tenue d'un débat d'orientation budgétaire (DOB) dans les deux mois précédant le vote du budget primitif. Il s'agit d'une étape essentielle permettant aux élus d'échanger sur les priorités et les évolutions de la situation financière d'une collectivité préalablement au vote du budget primitif.

Plus récemment, l'article 107 de la loi portant nouvelle organisation territoriale de la République, dite « loi NOTRe » du 7 août 2015 a voulu renforcer l'information des élus et des citoyens en complétant les dispositions relatives à la forme et au contenu du débat.

Le débat doit désormais s'appuyer sur un rapport sur les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels envisagés ainsi que la structure et la gestion de la dette.

Pour les établissements publics de plus de 10.000 habitants comportant au moins une ville de plus de 3.500 habitants, le rapport d'orientation budgétaire comporte, outre ces éléments, une présentation de la structure et de l'évolution des dépenses et des effectifs. Il doit notamment faire état de l'évolution prévisionnelle et l'exécution des dépenses de personnel, des rémunérations, des avantages en nature et du temps de travail.

L'Assemblée générale du 15 février 2019 est donc l'occasion de présenter l'ensemble de ces éléments et le débat qui sera instauré dans la foulée permettra ensuite d'affiner les budgets primitifs du **SIEA** (budget principal, budget de la régie RESO-LIAin et budget annexe Communication électronique) qui seront soumis au vote de l'Assemblée Générale le 9 mars 2019.

Il sera pris acte de ce débat par une délibération spécifique.

Le rapport sera transmis au représentant de l'État dans le département et sera mis en ligne sur le site internet du **SIEA** après le débat.

SOMMAIRE

PREAMBULE	3
INTRODUCTION	4
1. Budget principal	6
1.1. Les ressources du budget principal	6
1.1.1. Les recettes de fonctionnement	6
1.1.2. Les recettes d'investissement	8
1.2. Les charges du budget principal	9
1.2.1. Les dépenses de fonctionnement	9
1.2.2. Les dépenses d'investissement	11
2. Budget régie RESO-LIAin	12
2.1. Les ressources du budget RESO-LIAin	12
2.1.1. Les recettes de fonctionnement	12
2.1.2. Les recettes d'investissement	12
2.2. Les charges du budget RESO-LIAin	13
2.2.1. Les dépenses de fonctionnement	13
2.2.2. Les dépenses d'investissement	14
3. Budget annexe « communication électronique »	15
3.1. Les ressources du budget annexe	15
3.1.1. Les recettes de fonctionnement	15
3.1.2. Les recettes d'investissement	15
3.2. Les charges du budget annexe	16
3.2.1. Les dépenses de fonctionnement	16
3.2.2. Les dépenses d'investissement	16
4. Budget annexe photovoltaïque	17
5. Charges de personnel	17
6. Emprunts et dette	19
6.1 Dette actuelle – chiffres-clés	19
6.2 Répartition des risques	20
6.3 Profil de remboursement de la dette actuelle	20
6.4 Répartition de la dette par établissement prêteur	21
6.5 Profil de remboursement de la dette à venir	21
Annexe 1 - Suivi des recommandations de la CRC	22

PREAMBULE

Le **SIQA** regroupe les communes du Département de l'Ain, en tout ou partie, selon les compétences.

Son activité touche aux domaines suivants :

- **L'électrification**
 - le contrôle de concession,
 - les travaux de renforcement et d'extension de réseaux,
 - les travaux d'effacement des réseaux, avec la mise en souterrain, en vue d'améliorer l'esthétisme de l'environnement.
- **L'éclairage public**
 - les travaux d'extension et de modernisation des réseaux,
 - l'entretien des réseaux,
 - des prestations de service liées à l'usage de l'éclairage public.
- **Le Système d'information géographique (SIG)**
 - la mise en place du cadastre digitalisé,
 - l'assistance technique apportée aux communes,
 - les aides financières pour la numérisation.
- **Le gaz**
 - le contrôle de concession,
 - l'exercice des droits des communes auprès des concessionnaires,
 - la passation de contrats de concession,
 - les études de faisabilité des travaux d'extension de réseaux.
- **La maîtrise de l'énergie**
 - l'aide à la maîtrise et à l'optimisation des consommations et des dépenses d'énergie,
 - Une mission de conseil et d'assistance des collectivités dans le secteur de la maîtrise de l'énergie et de l'usage des énergies renouvelables,
 - La mutualisation d'achat et de vente d'énergie
- **La communication électronique**
 - le déploiement du réseau très haut débit,
 - l'exploitation et la maintenance du réseau, la coordination des enfouissements et des dévoiements
 - la commercialisation du réseau auprès des fournisseurs d'accès à internet (FAI),
 - l'accompagnement des abonnés pour la souscription de leurs abonnements auprès des FAI

Le **SIQA** gère 4 budgets :

- Le budget principal, retraçant les opérations relatives aux compétences historiques du Syndicat en tant qu'autorité organisatrice de la distribution d'électricité ainsi que celles relatives aux compétences optionnelles, à l'exception de la compétence communication électronique, à savoir : gaz, éclairage public, système d'information géographique.
- Le budget de la Régie RESO-LIAin, en charge de l'exploitation du réseau de fibre optique et de la commercialisation.
- Le budget annexe dédié à la construction du réseau Li@in, dans le cadre de la compétence communication électronique.
- Le budget annexe dédié à la production d'électricité photovoltaïque, créé en 2018.

INTRODUCTION

L'année 2019 sera caractérisée par l'accélération du déploiement du réseau de fibre optique LIAin, à savoir la livraison de 6.000 prises par mois à compter du 2^{ème} semestre 2019 pour atteindre, fin 2021, près de 200.000 foyers, entreprises et sites publics supplémentaires rendus raccordables (pour mémoire, fin 2018, 115.240 locaux le sont d'ores et déjà).

Cette accélération aura un impact significatif sur l'évolution de 3 de nos 4 budgets :

- D'abord sur le budget principal, qui porte l'ensemble de la masse salariale : les équipes assurant le suivi de la construction du réseau et son exploitation (maintenance, supervision et commercialisation) doivent être restructurées et renforcées afin de faire face à l'augmentation de l'activité. Cette augmentation sera intégralement compensée par un remboursement plus important par la Régie RESO-LIAin (prélèvement sur les recettes de la Régie).

L'impact sera donc positif pour le SIEA qui ne supportera plus directement les charges de construction ou les charges de fonctions support mobilisées pour la construction (transfert des honoraires d'experts techniques ou juridiques, des coûts d'AMO et transfert des dépenses de masse salariale : travaux, ressources, communication et marketing, systèmes d'information) ce qui représente près d'1,8 M€ de diminution des dépenses sur un budget total de l'ordre de 33 M€.

- Ensuite sur le budget annexe Communication Electronique : les marchés de conception-réalisation conclus fin 2018 vont permettre l'industrialisation de la production des lignes en Fibre Optique afin d'atteindre l'objectif évoqué ci-dessus. Les dépenses totales d'investissement du budget annexe vont donc sensiblement augmenter par rapport aux années précédentes et nécessiter un recours à l'emprunt accru. Le budget Communication Electronique aura aussi à supporter les restes à réaliser des années précédentes : près de 40 M€ soit 30% du budget. Aussi, le budget total est en forte augmentation pour 2019 parce que le reste à réaliser des années précédentes est important.
- Enfin sur le budget du réseau Li@in : outre une hausse très sensible du remboursement des charges de personnel, avec une prise en compte au réel des dépenses non seulement de la Régie mais également des services supports (travaux, ressources, communication et marketing, systèmes d'information) affectés au déploiement du réseau, les dépenses d'exploitation du réseau vont également croître corrélativement à l'augmentation du nombre de prises.

Toutefois, ces nouvelles dépenses en lien avec l'augmentation du nombre de foyers et entreprises déployés, engendrent aussi une croissance proportionnelle des recettes issues de la commercialisation qui permettra la compensation totale de tous ces transferts de dépenses. Les recettes attendues sont de près de 13 M€, avec une redevance qui s'établira au minimum à 3,4 M€. Il faut également noter que la maintenance du réseau en 2019 coûtera moins cher (grâce à la mise en place d'une nouvelle organisation et de logiciels adaptés et malgré le transfert de certaines activités auparavant gérées par le service travaux du SIEA comme par exemple la gestion et le suivi des enfouissements) même si, là encore, le budget maintenance est en augmentation du fait des restes à réaliser des années précédentes.

Par ailleurs, sur les autres compétences du SIEA, qu'il est nécessaire de ne pas occulter, les enjeux sont de plus en plus importants pour les communes.

- Sur l'énergie, l'année 2019 verra des prestations d'études inscrites pour piloter les différents projets validés tels que l'opération ISOL'01 (isolation des combles perdus), le suivi des chantiers photovoltaïques expérimentaux, l'organisation du service des conseils en énergie partagés et l'accompagnement de 8 intercommunalités dans l'élaboration de leur PCAET.

- Sur l'éclairage public, les remarques et critiques sur les services délivrés ont été entendues et l'année 2019 va être consacrée, en plus d'une amélioration des délais de livraison, à une refonte complète de la façon d'intervenir dans les communes. La concrétisation se fera mi 2020 avec de nouveaux marchés. Le pilotage de cette opération complexe se fera grâce au recrutement d'un Chef de projet, seule création de poste en 2019 sur les compétences autres que la fibre.
- Enfin, sur le numérique, 2019 sera consacrée à l'étude des services qui pourraient intéresser les communes en matière de numérique. De plus, les obligations réglementaires obligent les gestionnaires de réseau d'élaborer un plan de corps de rue à grande échelle (250 K€ par an) et la géo-détection (2,5 M€ sur 8 ans) des réseaux d'éclairage public. Leur financement est en cours d'élaboration.

NOTA : Sauf remarques particulières, les évolutions indiquées dans le texte font état des évolutions de BP à BP alors que les graphiques indiquent l'évolution par rapport aux dépenses effectivement réalisées en 2018.

1. Budget principal

1.1. Les ressources du budget principal

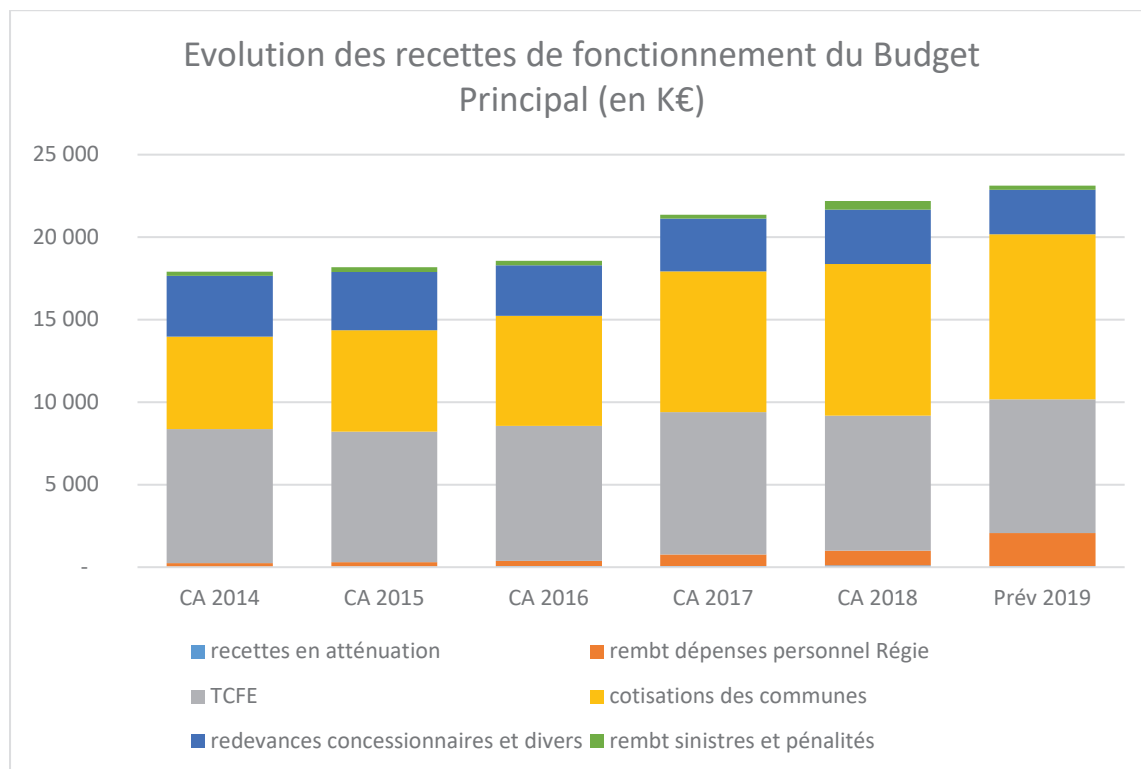
1.1.1. Les recettes de fonctionnement

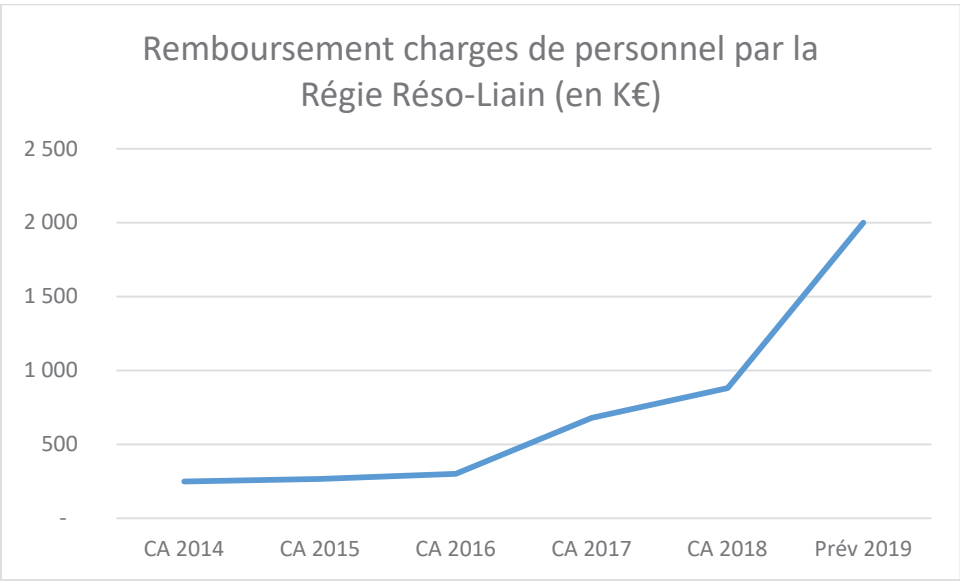
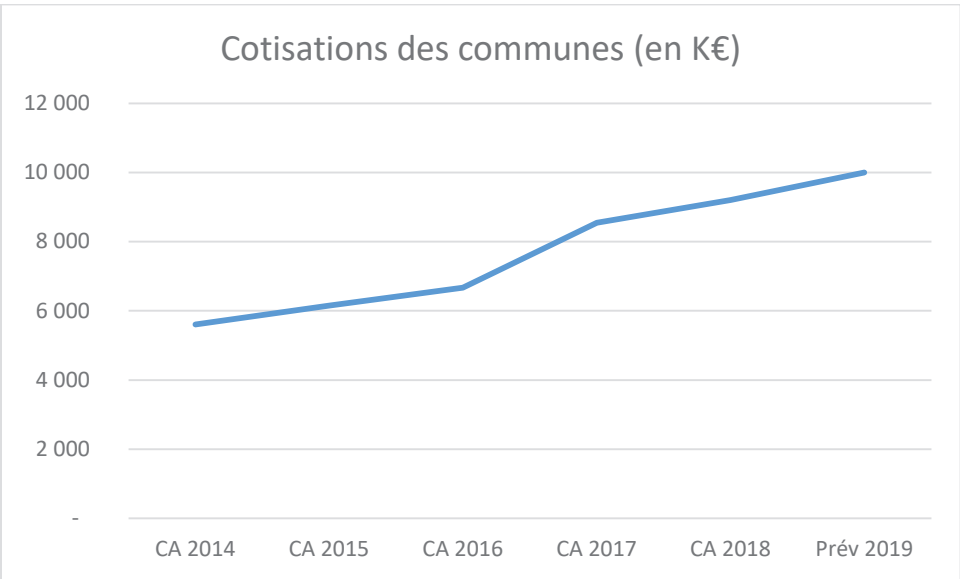
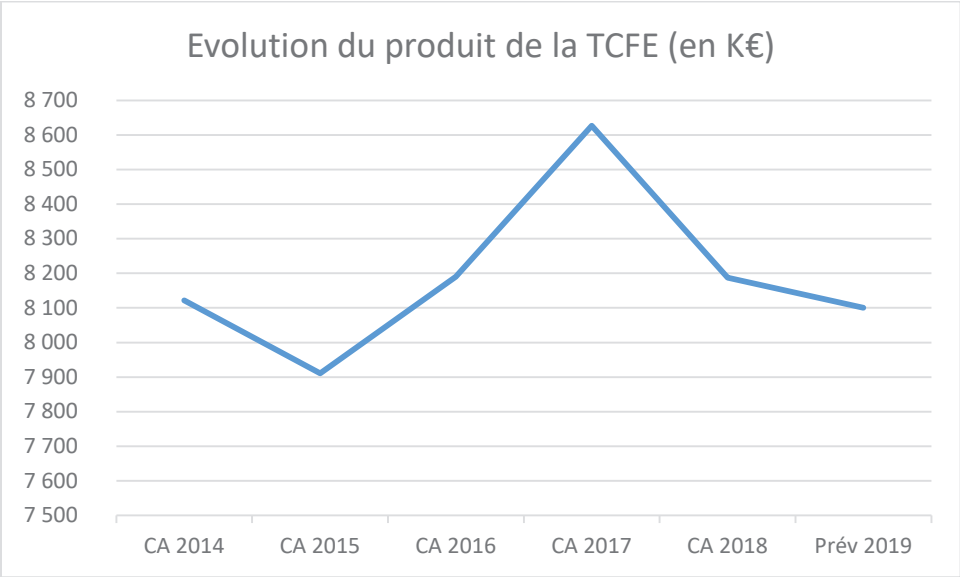
Prévision de recettes de fonctionnement = 22,2 M€ contre 21,3 M€, soit +8,5% par rapport à la prévision 2018.

- Stagnation des recettes de la taxe sur la consommation finale d'électricité (TCFE) du fait de l'impact de la création de communes nouvelles et de stagnation de la consommation = 8,1 M€ attendus,
- Cotisations des communes en hausse (impact du changement opéré en 2018 dans le financement des compétences EP et enfouissement par le biais de cotisations).

Un nouveau changement sera à prévoir avec la possibilité offerte par la loi de finances pour 2019 de financer via des fonds de concours « la réalisation ou le fonctionnement d'un équipement public local en matière de distribution publique d'électricité, de développement de la production d'électricité par des énergies renouvelables, de maîtrise de la consommation d'énergie ou de réduction des émissions polluantes ou de gaz à effet de serre »,

- Baisse d'environ 550 K€ des redevances versées par ENEDIS, liée au niveau des investissements et à l'effet de l'avenant n° 9 au cahier des charges de concession validé fin 2018, qui prévoit un différé partiel de versement du complément de redevance R2 en 2021, après signature du nouveau contrat de concession
- Augmentation de la part des charges de personnel remboursées par RESO-Liain (remboursement au réel + prise en charge d'une quote-part des services supports) : 2M€ contre 880 K€ en 2018

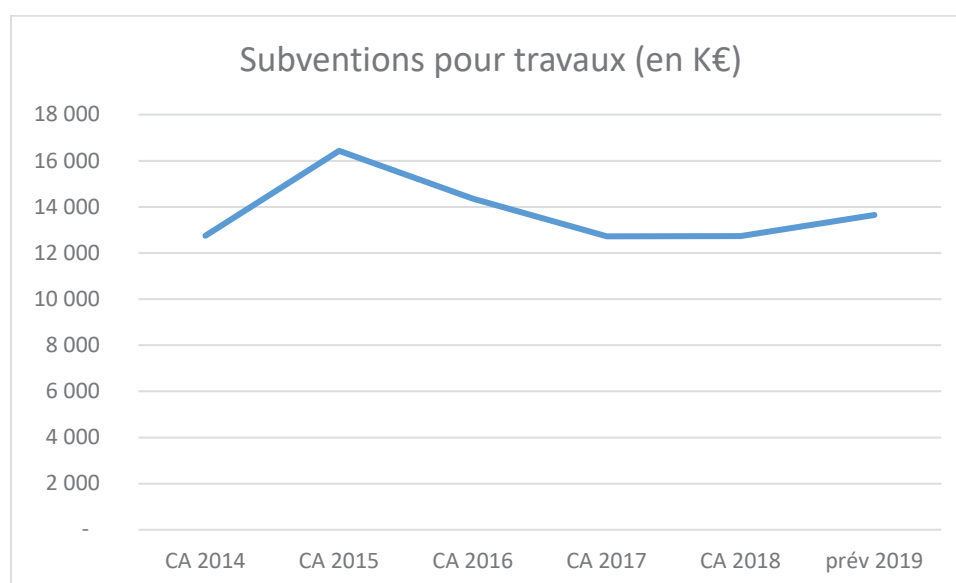
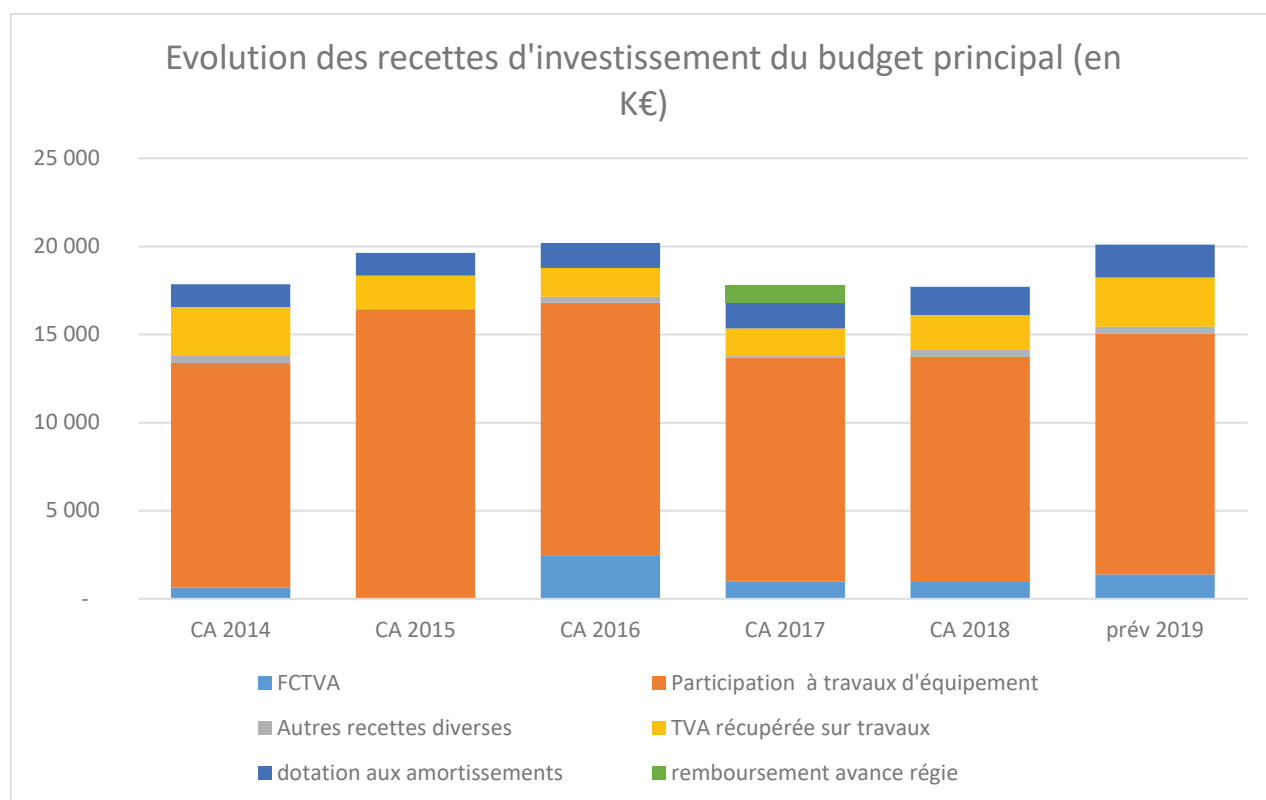




1.1.2. Les recettes d'investissement

Prévisions de recettes réelles d'investissement : 20 M€, soit + 13% par rapport à la prévision 2018.

- Augmentation des diverses participations à la réalisation des travaux (communes, ENEDIS, FACE) : 13,7 M€ contre 12,7 M€ en 2018, + 7%
- Reversement de la TVA par ENEDIS pour les travaux d'enfouissement et Fonds de compensation de la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA) : ajustement en fonction des travaux prévus (légère hausse)
- Amortissement des réseaux d'éclairage public : comme prévu par la délibération prise en 2018, amortissement sur 15 ans, générant 275 K€ de recette supplémentaire (cf. annexe 1 – suivi des recommandations de la CRC)



1.2. Les charges du budget principal

1.2.1. Les dépenses de fonctionnement

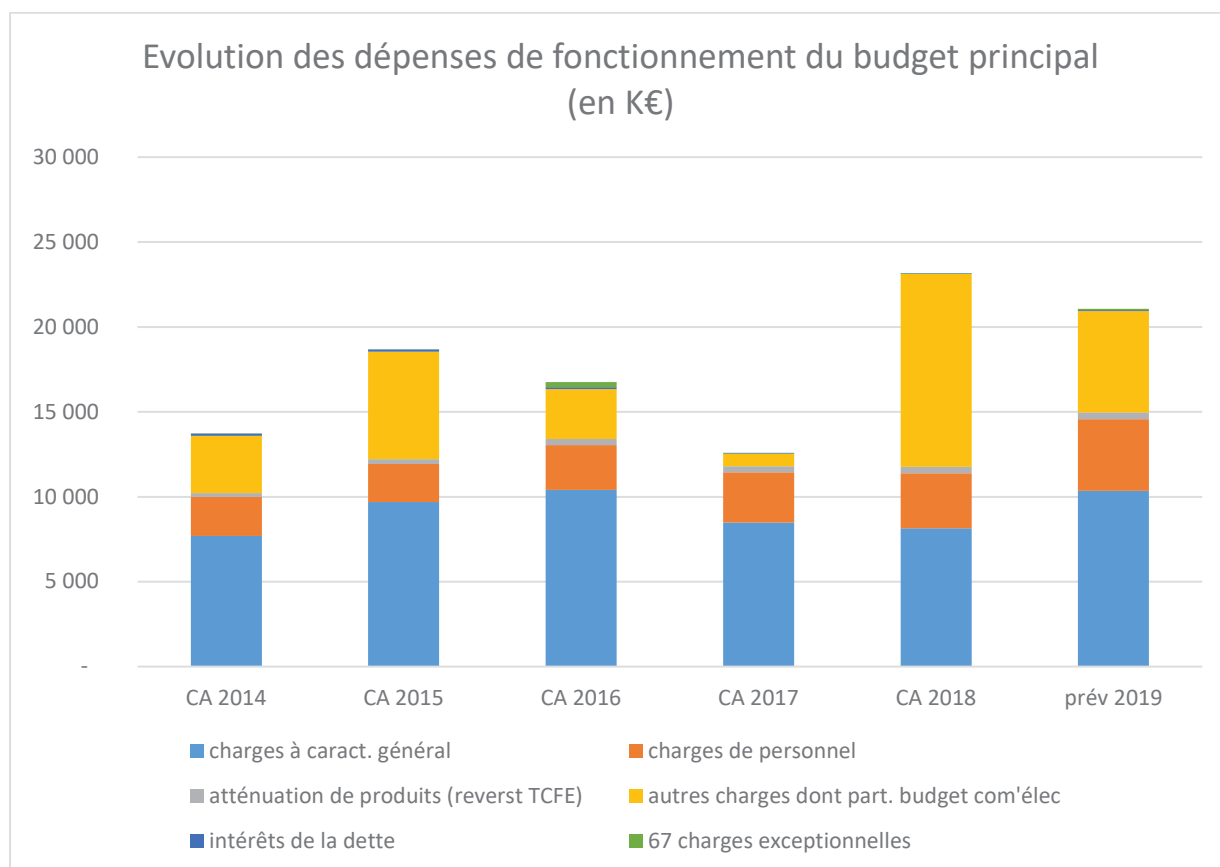
Prévisions de dépenses réelles de fonctionnement : 21,3 M€ contre 25,4 M€ en 2018, soit - 8% par rapport à la prévision 2018 :

- Participation au budget annexe « communication électronique » telle que définie en 2017, à savoir 5,6 M€ par an, dont 1,6 M€ de cotisations et 4M€ prélevés sur les recettes propres du SIEA.

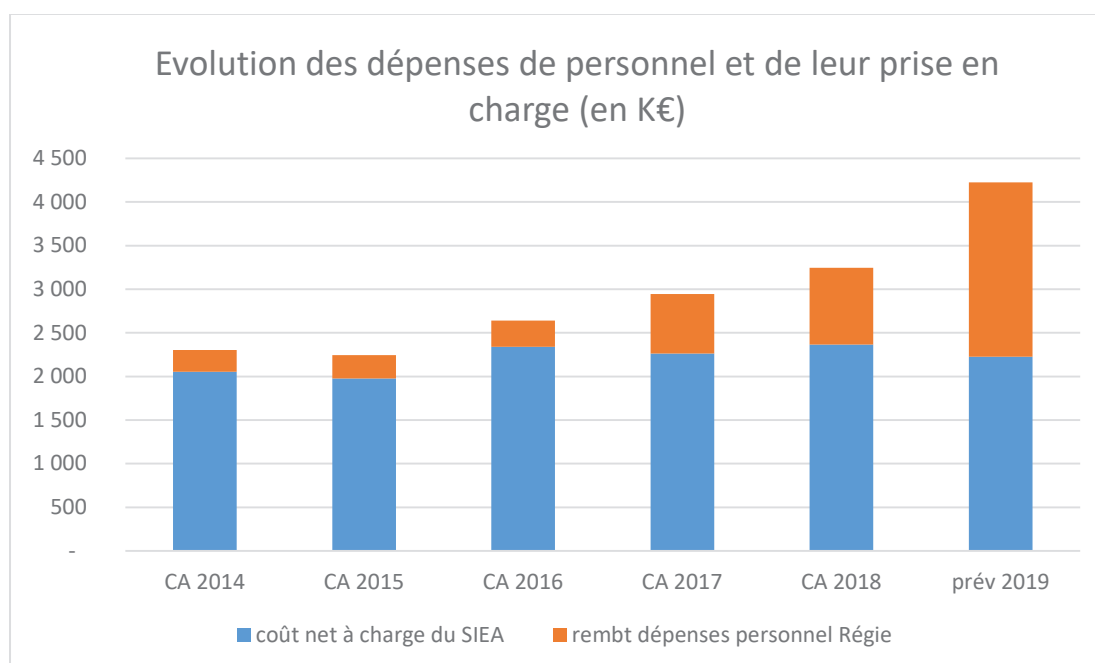
Elle s'établit donc en très nette baisse par rapport à 2018 (11 M€), dont il faut rappeler qu'elle comprenait un reste à réaliser de 5,4 M€ en plus de la participation de 5,6 M€ de l'année.

Hausse des dépenses de personnel (+727 K€ par rapport à 2018) essentiellement pour faire face à l'accélération du déploiement du réseau de fibre optique et à son exploitation. **La réorganisation et le renforcement des effectifs de la Régie fait l'objet d'un développement au chapitre 5.**

- Elles incluent également des prévisions de dépenses nouvelles telles que la prestation d'études pour le projet d'isolation massive des combles perdus des bâtiments communaux Isol'01.



Comme indiqué précédemment, cette dépense est compensée par un remboursement plus important de la Régie (+ 1.120 K€), ce qui diminue d'autant le coût réel à charge du SIEA :



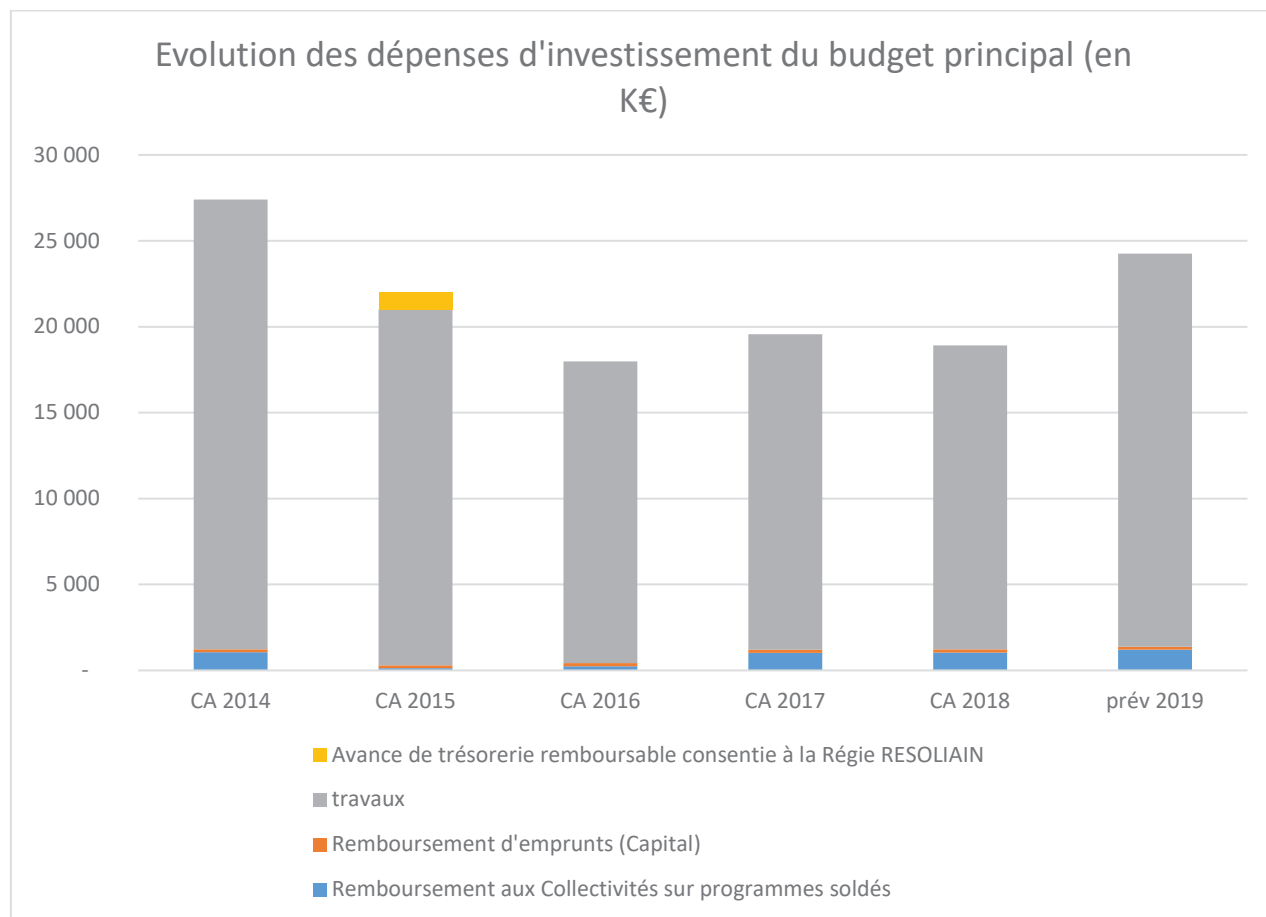
L'écart entre la prévision 2019 et les dépenses réalisées en 2018 est à mettre sur le compte des éléments suivants :

	2019	Part
effet en année pleine des recrutements 2018	270K€	28%
impact des recrutements 2019	650K€	66%
protection sociale complémentaire	28K€	3%
autres (PPCR, RIFSEEP, GVT)	32K€	3%
total augmentation masse salariale	980K€	

1.2.2. Les dépenses d'investissement

Prévisions de dépenses réelles d'investissement : 28,7 M€ contre 25,4 M€ soit + 13% par rapport à la prévision 2018 :

- Augmentation des investissements (travaux dans les communes pour l'essentiel, matériel, logiciels), qui représentent 95% de la dépense.
- Subventions aux EPCI : prise en charge à 50% des honoraires de bureau d'étude pour l'élaboration des PCAET (216 K€)
- Géo-référencement des réseaux sensibles et plan de corps de rue simplifié, correspondant à de l'acquisition de données (1 M€ pour 2019).

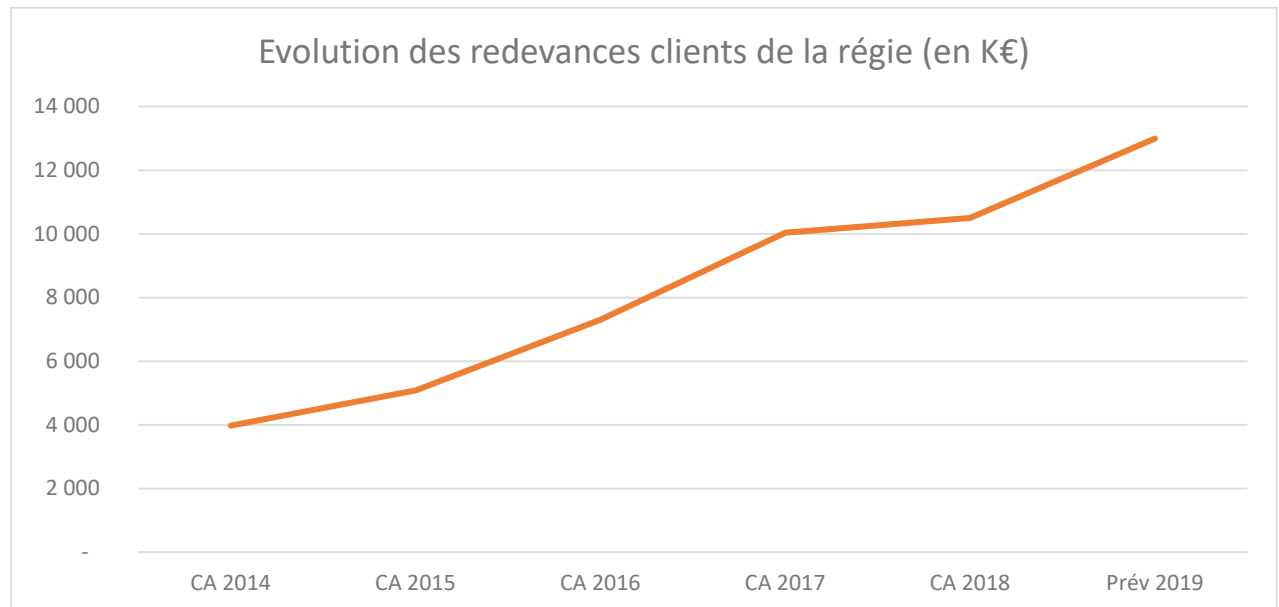


2. Budget régie RESO-LIAin

2.1. Les ressources du budget RESO-LIAin

2.1.1. Les recettes de fonctionnement

Prévision de recettes de près de 13 M€ pour 2019, en hausse de 2,5 % par rapport à la prévision 2018.

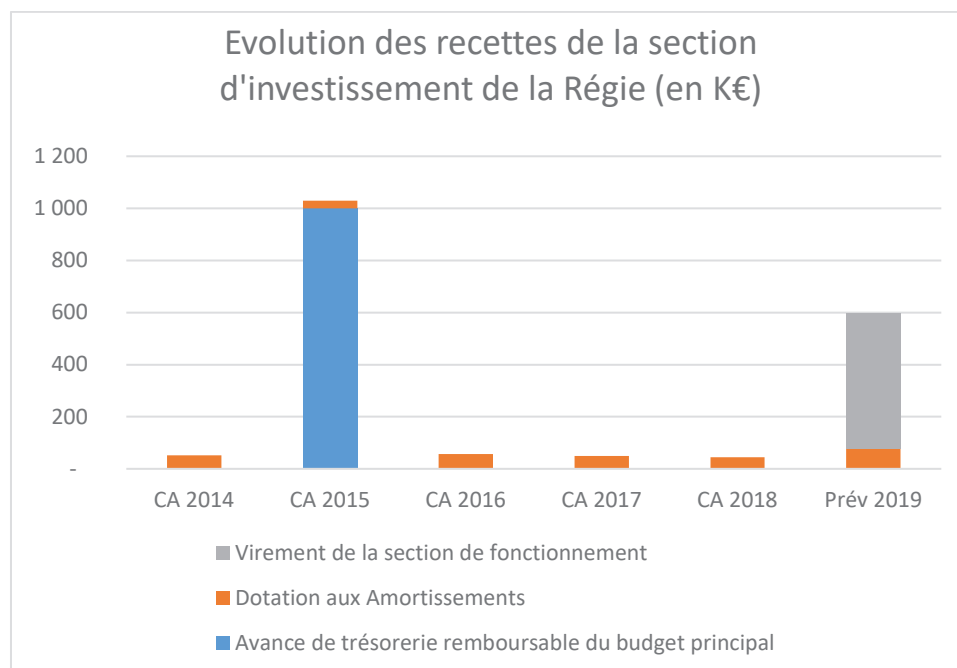


2.1.2. Les recettes d'investissement

Prévision de recettes d'investissement : recettes d'ordre uniquement.

Hausse de la dotation aux amortissements, en fonction des investissements réalisés en 2018 (79 K€ contre 45 K€ en 2018, soit + 75%)

Prélèvement sur la section de fonctionnement de 520 K€ contre 235 K€ en 2018.



2.2. Les charges du budget RESO-LIAin

2.2.1. Les dépenses de fonctionnement

Prévisions de dépenses réelles de fonctionnement pour 2019 : 12,5 M€ contre 13,1 M€ en 2018, soit -4 % par rapport à la prévision 2018.

- Paiement pour la 1^{ère} année de l'Imposition Forfaitaire sur les Entreprises de Réseaux (IFER)

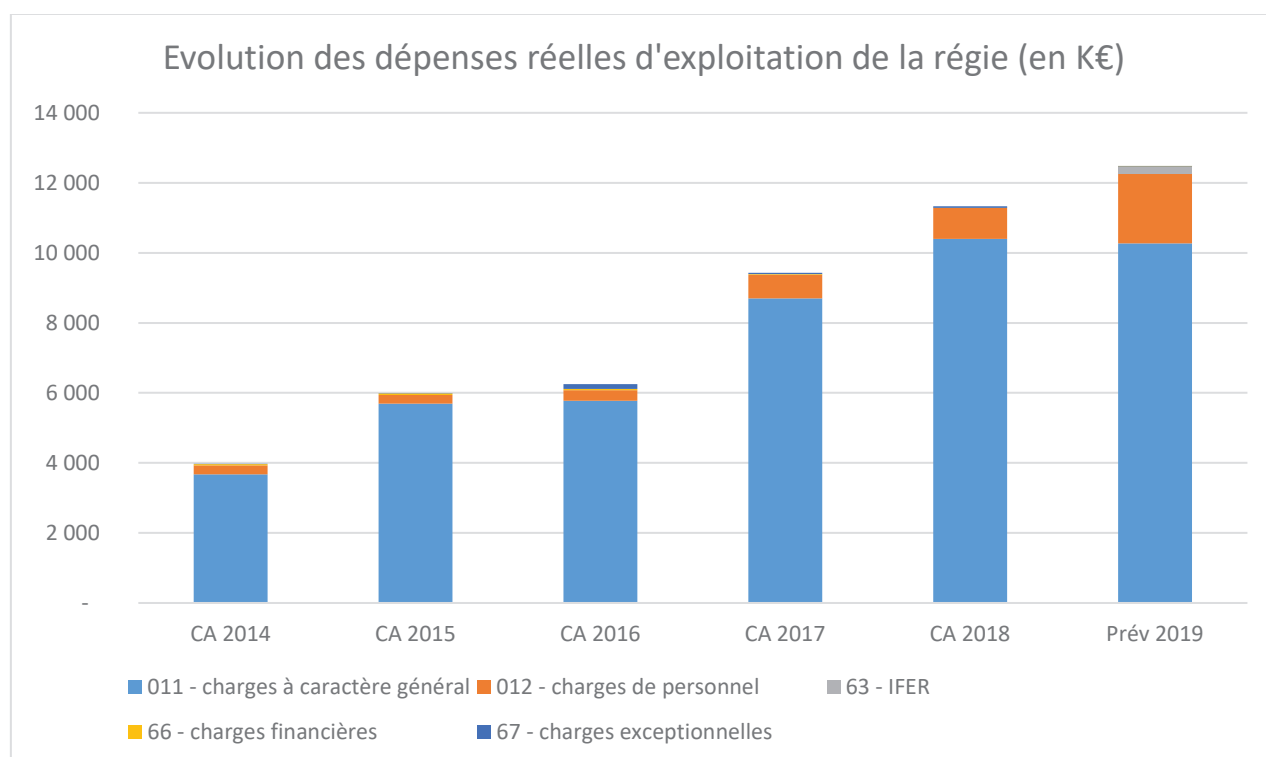
La loi du 28 décembre 2017 (loi de finances rectificative pour 2017) a étendu le périmètre de l'imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux (IFER) à la fibre optique et au câble coaxial. Ses dispositions s'appliquent à compter des impositions dues au titre de 2019.

Les nouvelles lignes construites ne sont pas prises en compte dans le calcul du montant de l'imposition de l'équipement pendant les cinq années suivant celle de la première installation jusqu'à l'utilisateur final mais compte tenu de l'ancienneté de notre réseau, le SIEA sera redevable de cet impôt dès 2019.

Le montant de l'imposition est fonction du nombre de lignes de la partie terminale du réseau qu'il raccorde et qui sont en service au 1^{er} janvier de l'année d'imposition. Le tarif de l'imposition est fixé à 12,66 € par ligne en service (ce montant était de 11,61 € dans la loi du 28/12/2017 et est passé à 12,66€ dans la loi de finances pour 2019).

Nous avons au 1^{er} janvier 2019 15.000 lignes raccordées de plus de 5 ans et une provision de 200 K€ est inscrite pour 2019.

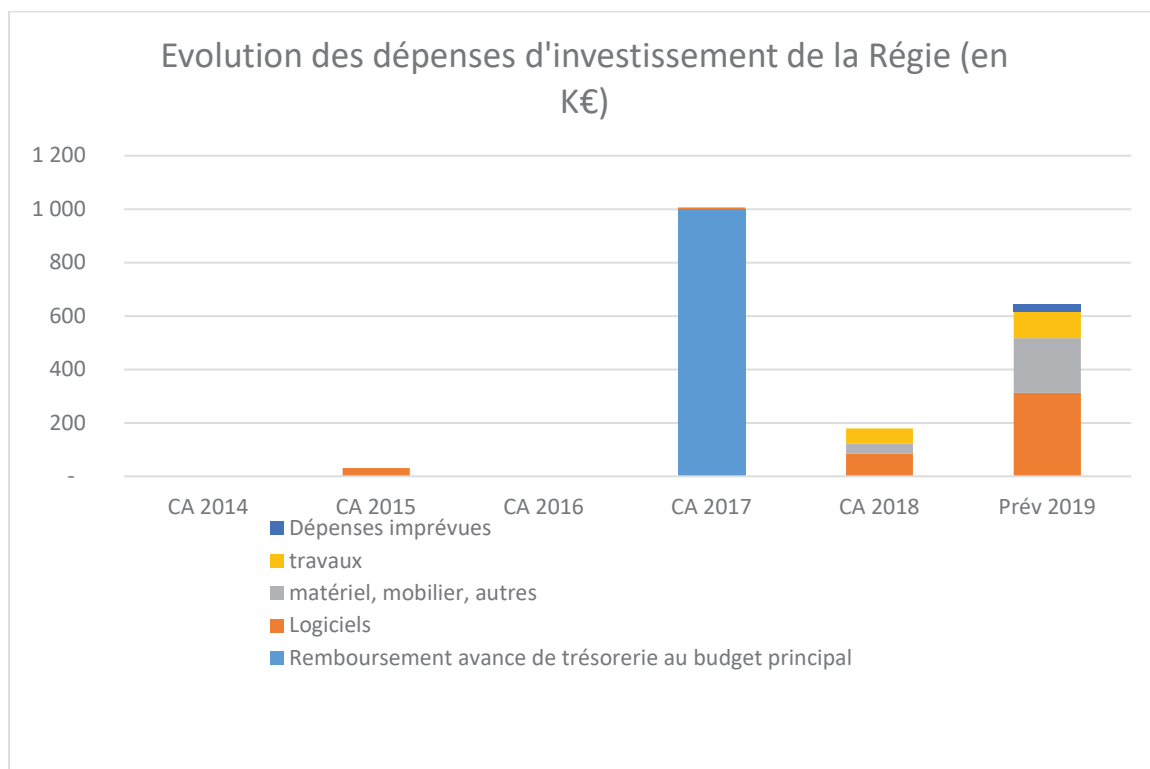
- Augmentation du remboursement au budget principal des dépenses de personnel, au réel : 2 M€
- Doublement du prélèvement effectué sur les recettes de fonctionnement pour financer les investissements : 520 K€
- Diminution de la redevance versée au Budget annexe (3,4 M€), du fait des différents points ci-dessus, mais cette redevance pourra être revue à la hausse courant 2019 en cas d'amélioration des recettes.



2.2.2. Les dépenses d'investissement

Prévision de dépense de 645 K€ en 2019, contre 458 K€ en 2018, soit + 41%

- Augmentation sensible des investissements, notamment pour l'évolution du portail customers, la surveillance vidéo des installations, les clés des armoires de rue, du matériel de bureau et informatique.



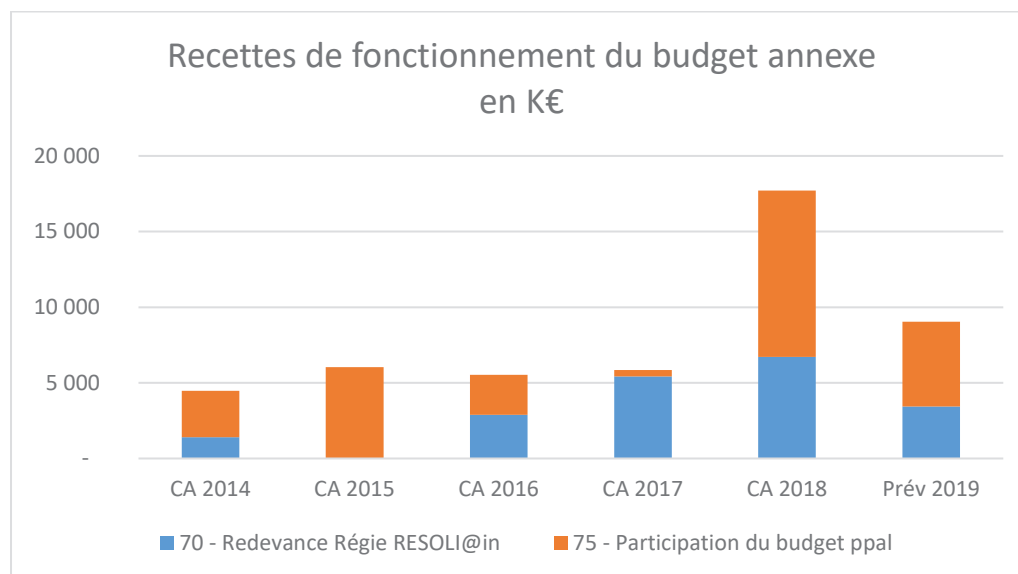
3. Budget annexe « communication électronique »

3.1. Les ressources du budget annexe

3.1.1. Les recettes de fonctionnement

Prévisions de recettes réelles de fonctionnement pour 2019 :

- Diminution de la redevance versée par le budget RESO-LIAin, pour les raisons indiquées préalablement (remboursement plus important des dépenses de personnel, autofinancement de l'investissement)
- Participation du budget principal conforme aux engagements (5,6 M€),



Pour rappel, la participation du budget principal 2018 intégrait le reste à réaliser de la participation 2017.

3.1.2. Les recettes d'investissement

Prévision de recettes réelles d'investissement pour 2019 : 99 M€ contre 64 M€ en 2018, soit 55% d'augmentation par rapport à la prévision 2018.

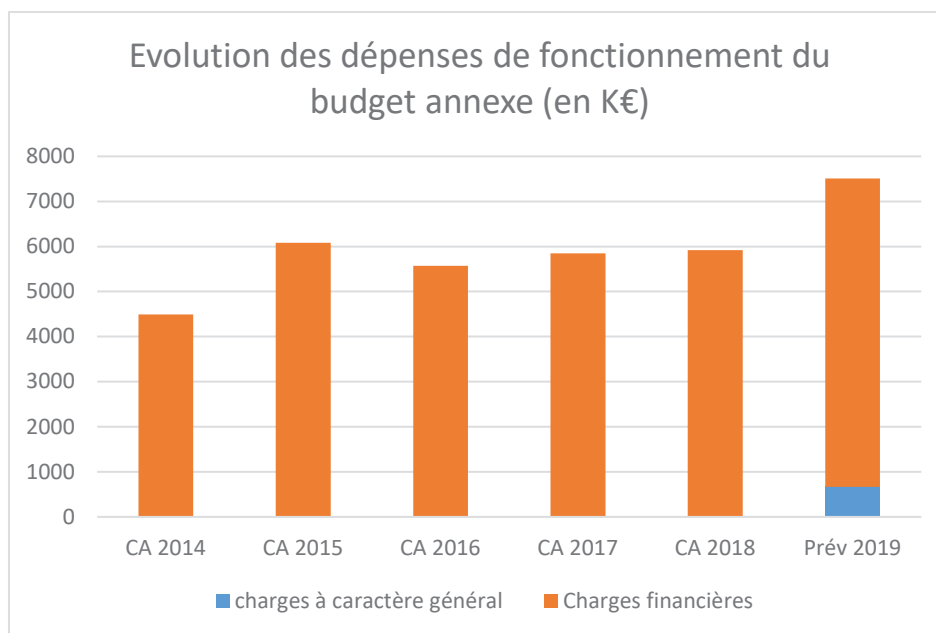
- Subventions prévues suivant les engagements écrits obtenus des financeurs (Etat/FSN, Région AURA, CD01), intégrant le recalage de la subvention de la Région suivant le nombre réel de prises construites au 31/12/2018,
- Emprunt nouveau de l'ordre de 70 M€ pour financer le programme de travaux 2019

3.2. Les charges du budget annexe

3.2.1. Les dépenses de fonctionnement

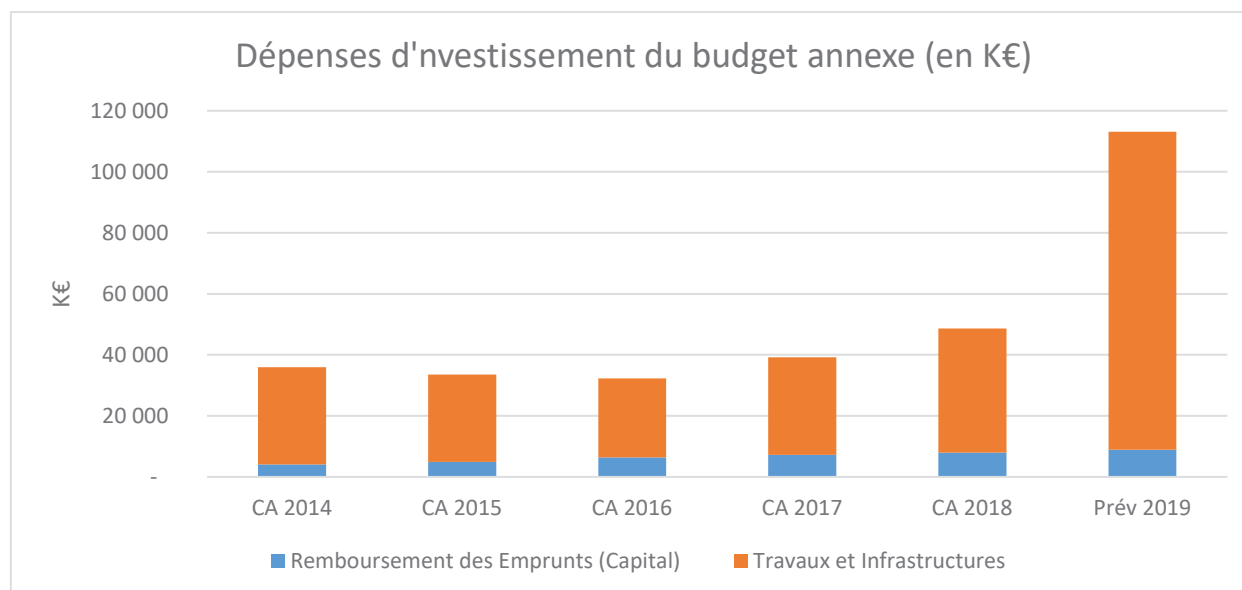
Prévisions de dépenses réelles de fonctionnement pour 2019 : 7,6 M€ contre 6,8 M€ en 2018, soit + 11%.

- Comme indiqué dans l'introduction, prise en charge d'honoraires d'assistance à maîtrise d'ouvrage, de conseil technique et juridique, préalablement inscrits en dépenses de fonctionnement du budget principal : 660 K€ (cf. annexe 1 – suivi des recommandations de la CRC),
- Intérêts de la dette en hausse, prenant en compte l'emprunt nouveau.



3.2.2. Les dépenses d'investissement

Prévision de dépenses réelles d'investissement pour 2019 : 104 M€ contre 74 M€ au BP 2018 (+40%)



4. Budget annexe photovoltaïque

Ce budget a été créé en 2018 pour financer, à titre expérimental, l'installation de panneaux photovoltaïques sur la toiture de bâtiments communaux. En 2018, seules les démarches préparatoires ont été réalisées. L'investissement est intégralement financé par emprunt. Les charges afférentes seront financées par la vente d'électricité à EDF.

fonctionnement	
dépenses	17 800,12
+ 011 - charges à caractère général	6 096,00
+ 022 - dépenses imprévues	1 000,00
+ 023 - virement à la section d'investissement	8 104,12
+ 042 - opération d'ordre de transfert entre sections	-
+ 66 - charges financières	2 600,00
recettes	17 800,12
+ 75 - autres produits de gestion courante	-
+ 002-résultat de fonctionnement reporté	11 000,12
+ 74-subventions d'exploitation	6 800,00
investissement	
dépenses	261 420,00
+ 16 - emprunts et dette assimilés	2 420,00
+ 23 - immobilisations en cours	259 000,00
+ 27 - autres immobilisations financières	-
recettes	261 420,00
+ 021 - virement de la section de fonctionnement	8 104,12
+ 040 - opération d'ordre de transfert entre sections	-
+ 16 - emprunts et dette assimilés	260 000,00
+ 001-résultat d'investissement reporté	- 6 684,12

5. Charges de personnel

Comme indiqué en introduction, les effectifs ont vocation à augmenter, principalement afin de faire face à l'enjeu que représente l'accélération du déploiement de la fibre optique et son exploitation.

Les constats établis fin 2018 par la directrice Communications Electroniques nouvellement recrutée ont mis en évidence le besoin de ressources nécessaires pour accompagner la construction et l'exploitation du réseau et soulager les tensions dans les équipes du fait de recrutements qui se sont avérés infructueux.

Une réflexion globale a été menée sur la manière dont les chefs de services pouvaient organiser au mieux leurs équipes pour que chacun soit reconnu dans son activité en interne et en externe et responsabilisé dans le suivi des marchés passés ou en cours de passation pour poursuivre le déploiement et l'exploitation.

Un nouvel organigramme a été soumis aux membres du comité technique le 5 février dernier et a fait l'objet d'un avis favorable à l'unanimité.

Le renforcement qui est proposé s'étalera sur 2019 et 2020. Les profils recrutés auront vocation à évoluer à terme sur le volet exploitation, où l'activité va se reporter une fois le réseau construit.

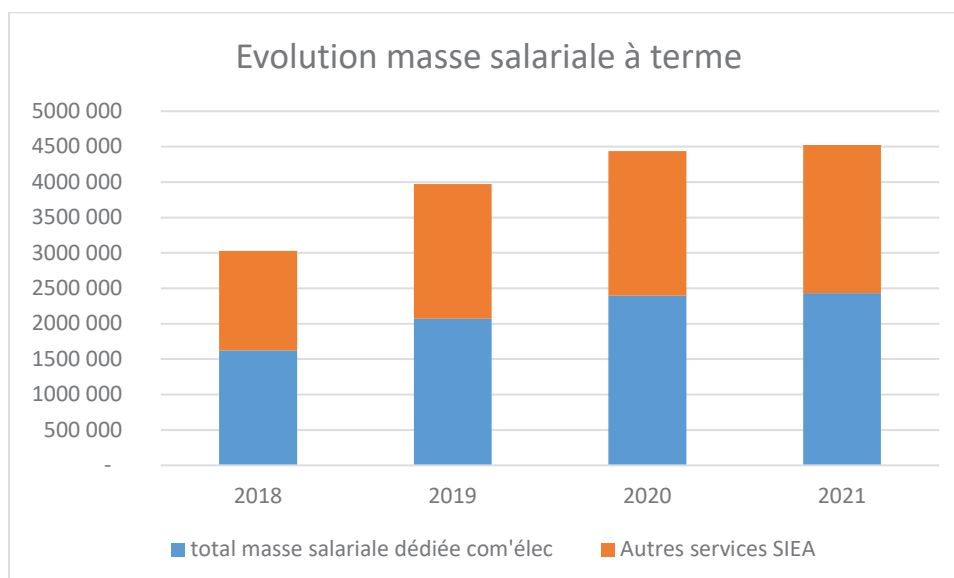
La création d'un poste de chef de projet, qui aura vocation à piloter l'amélioration de la qualité des services délivrés en matière d'éclairage public et l'évolution des marchés indispensable pour y parvenir est la seule création de poste en 2019 sur les compétences autres que la fibre. En effet, la création d'un poste de technicien de secteur affichée au tableau des emplois est concomitante avec la suppression d'un poste d'adjoint technique et ne contribue pas à augmenter l'effectif global.

A ce jour, le tableau des effectifs comporte 72 postes autorisés à l'effectif, 62 pourvus et 10 vacants. L'Assemblée Syndicale sera sollicitée pour autoriser la création de 9 postes et la suppression d'un poste en 2019, la création de 5 postes en 2020, soit un total de 85 postes à terme.

EMPLOIS PERMANENTS

GRADE	dont Régie	Nombre de Postes								
		autorisés par l'AG du 13/04/2018	pourvus à ce jour	vacants	postes à créer 2019	postes à supprimer 2019	soumis à l'AG du 09/03/2019	postes à créer 2020	postes à terme	dont Régie à terme
CADRE d'EMPLOI "INGENIEUR EN CHEF"	0	2	2	0	0	0	2	0	2	0
CADRE d'EMPLOI "INGENIEUR"	5	11	9	2	3	0	14	0	14	5
resp. transformation numénuqe création 2018 à recruter				1						
Ingénieur énergie (création AG 13/04/2018) en cours recrutement				1						
ingénieur chef de projet éclairage public					1					
ingénieur chef de projet transverse Régie (création 2019 - pourvu 2020)	1				1					
ingénieur chargé d'affaires - pilotage MCR					1					
CADRE d'EMPLOI "TECHNICIEN"	12	25	21	4	5	0	30	2	32	14
vacant (poste technicien fibre existant) recrutement en cours technicien fibre				1						
poste vacant (création AG 13/04/2018 - pilote racco) recrutement en cours	1			1						
poste vacant (création AG 13/04/2018 - conseiller en énergie partagé)				1						
poste vacant (création AG 13/04/2018 - conseiller en énergie partagé)				1						
poste technicien régie (travaux)	1				1					
poste technicien régie (travaux)	1				1					
poste technicien infrastructure (régie)	1				1					
poste technicien supervision et équipements actifs (Régie)	1				1					
poste technicien infrastructure (régie) (création 2020)								1		
poste technicien supervision et équipements actifs (Régie) (création 2020)								1		
poste technicien de secteur (transfo poste adjoint technique)					1					
CADRE d'EMPLOI "ADJOINT TECHNIQUE"	0	1	1	0	0	1	0	0	0	0
poste technicien de secteur (transfo poste technicien)			1			1				
CADRE d'EMPLOI "ATTACHE"	0	7	6	1	0	0	7	0	7	0
poste vacant (contrôleur de gestion)				1						
CADRE d'EMPLOI "REDACTEUR"	1	6	4	2	0	0	6	0	6	1
poste vacant - recrutement à intervenir chargée de mission direction Com'elec				1						
poste vacant				1						
CADRE d'EMPLOI "ADJOINT ADMINISTRATIF"	8	20	19	1	1	0	21	3	24	11
poste vacant (création AG 13/04/2018) - assistante raccos DICT	1			1						
assistant(e) commercialisation (création 2019)	1				1					
assistant(e) commercialisation (création 2019)								1		
assistant(e) commercialisation (création 2019)								1		
assistant(e) raccos DICT(création 2020)	1							1		
Nombre total de Postes	26	72	62	10	9	1	80	5	85	31

L'impact financier à venir sera le suivant :



On peut constater la relative stabilité des effectifs hors communication électronique, qui sera donc la part nette à charge du SIEA, sachant que la masse salariale des effectifs dédiés à la communication électronique (exploitation, travaux et services supports) sera remboursée au réel par la Régie.

6. Emprunts et dette

Source : Financeactive

6.1 Dette actuelle – chiffres-clés

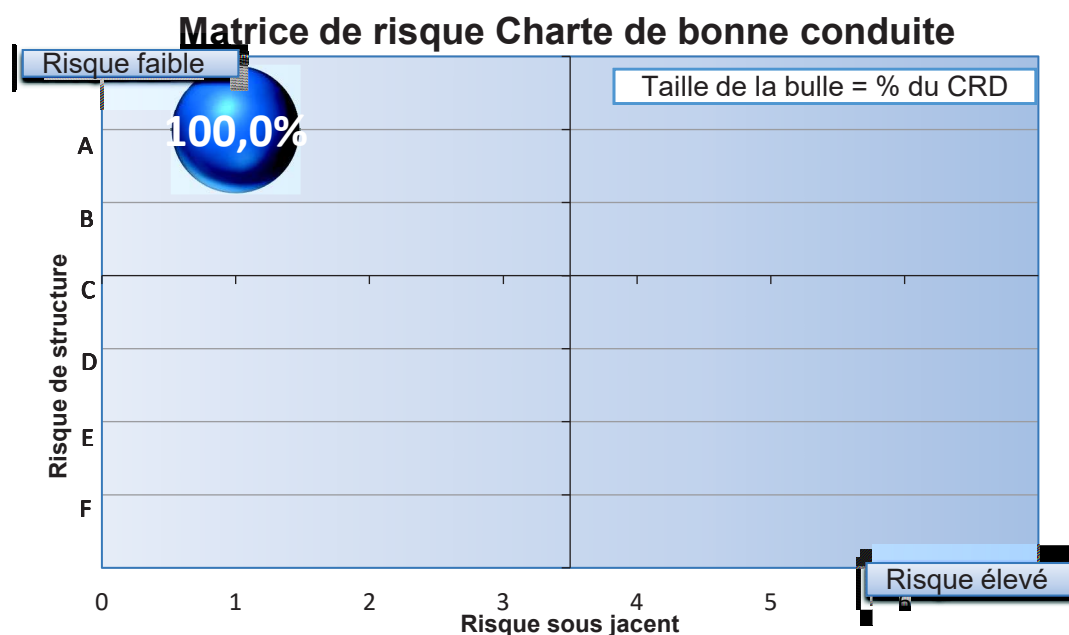
Caractéristiques de la dette au :	31/12/2018	31/12/2017
Montant de l'encours	199 378 204 €	179 452 912 €
Taux moyen	2,98%	3,34%
Durée résiduelle moyenne	17 ans et 1 mois	20 ans et 6 mois
Durée de vie moyenne	9 ans et 5 mois	11 ans et 3 mois

Répartition budgétaire :	31/12//2018	31/12/2017
Budget principal	661 825 €	840 663 €
Budget Communication Electronique	198 716 379 €	178 612 249 €

Taux moyen de la dette (taux annuel, base 30/360) : 3.01%

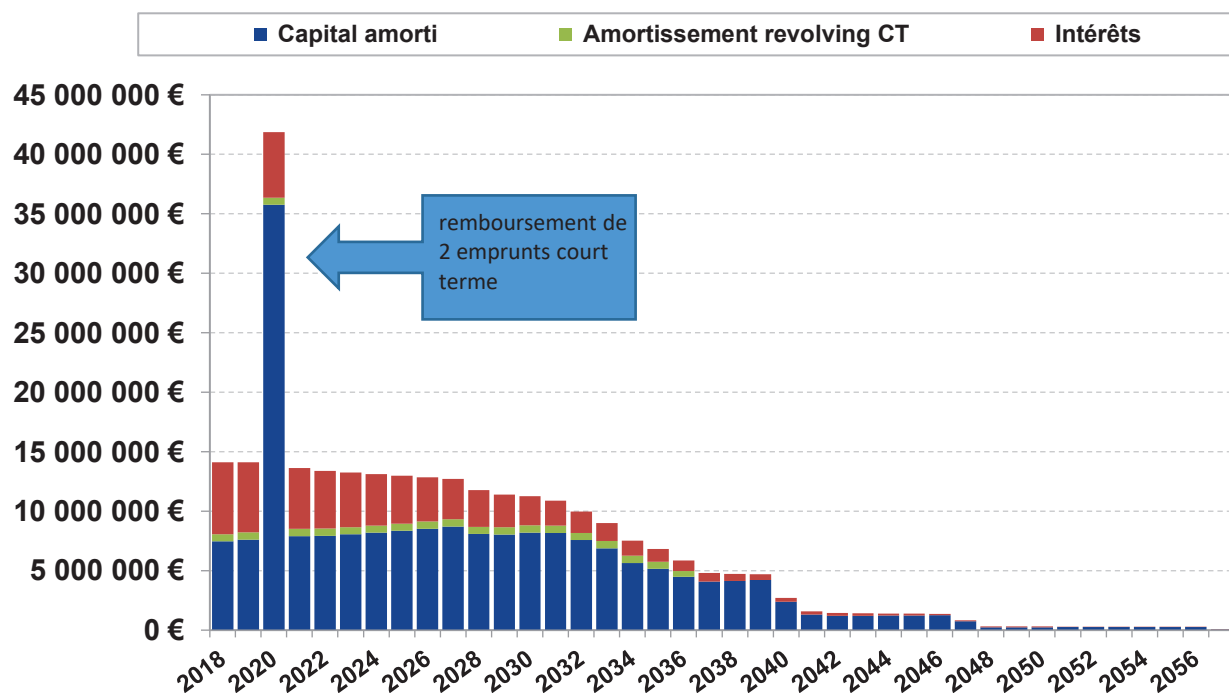
Type de risque	Capital restant dû	% de l'encours	Taux moyen
Fixe	155 674 781 €	78,1%	3,43%
Variable	34 224 323 €	17,2%	1,23%
Livret A	9 479 100 €	4,8%	1,85%
Total	199 378 204 €	100,0%	3,01%

6.2 Répartition des risques



Les emprunts du SIEA sont des emprunts simples et sécurisés.

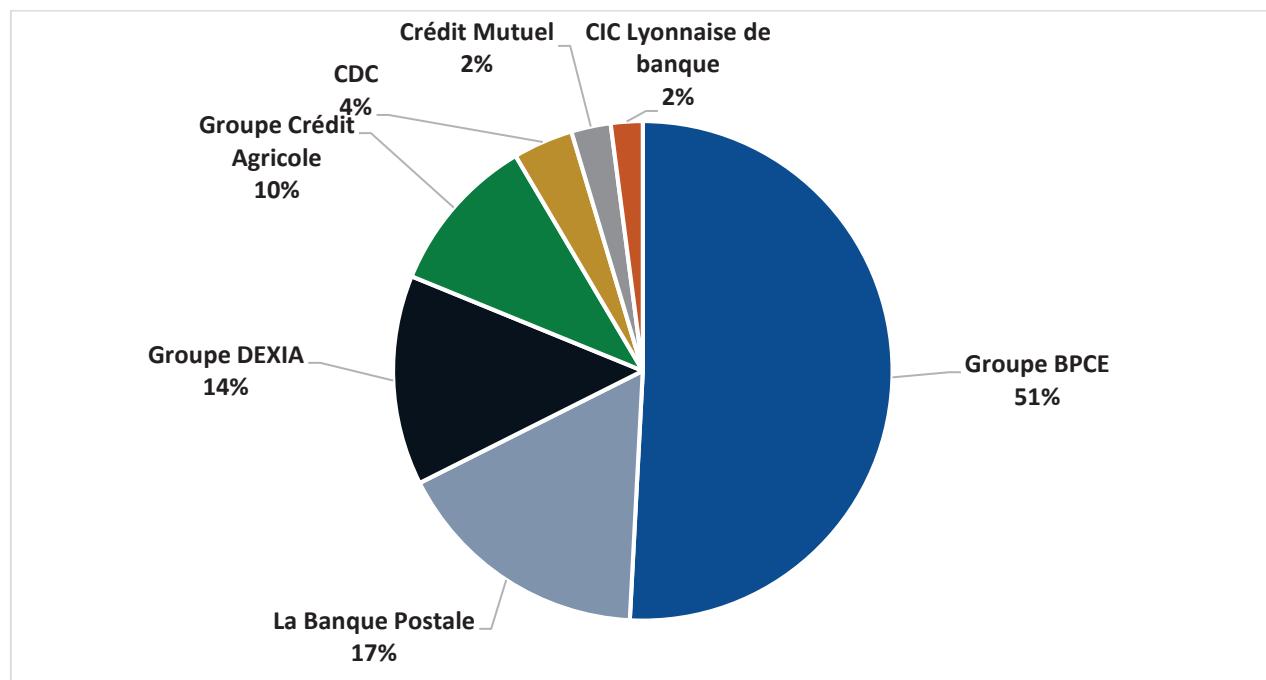
6.3 Profil de remboursement de la dette actuelle



Le pic constaté en 2020 est dû au remboursement in fine de deux emprunts court terme contractés en 2018 :

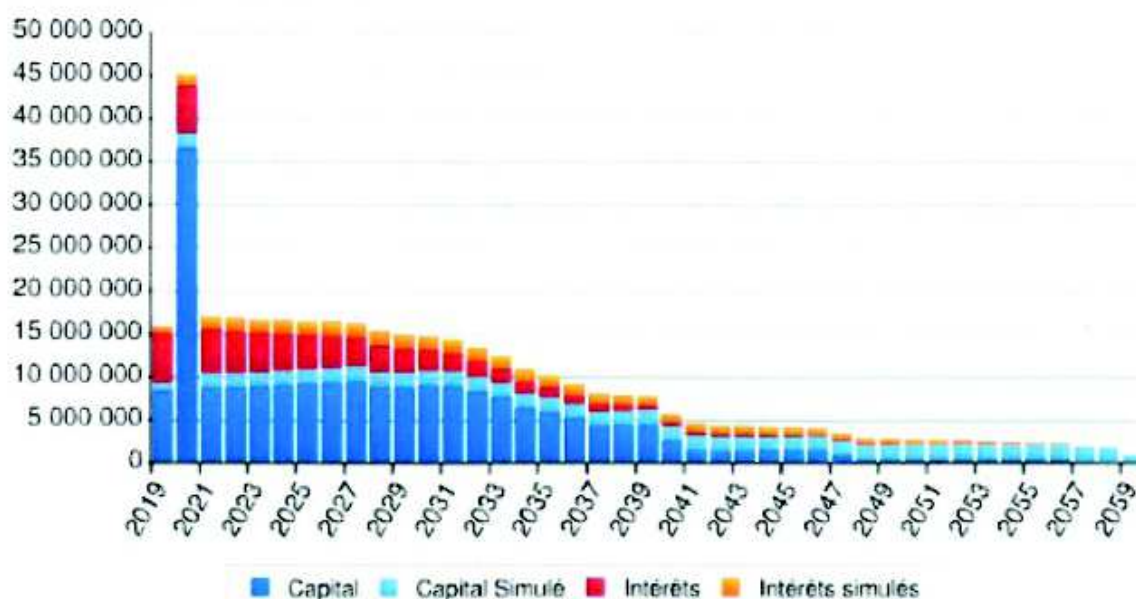
- L'emprunt A0118206 de la Caisse d'épargne pour un capital de 8 M€
- L'emprunt LBP-00004073 de La Banque Postale pour un capital de 20 M€.

6.4 Répartition de la dette par établissement prêteur



6.5 Profil de remboursement de la dette à venir

Flux de remboursement



Annexe 1 - Suivi des recommandations de la CRC

Observations de la CRC	Mesures à prendre préconisées par la CRC	Mesures prises	Mesures restant prendre
Des financements contrevenant au principe d'exclusivité : suite au transfert de compétence la commune ne peut plus exercer elle-même la compétence ni verser de subvention au SIEA	Clarifier le cadre juridique notamment la prise de délibérations concordantes, la signature le cas échéant de conventions et la perception de cotisations et/ou de participations	Les statuts ont été modifiés afin de mettre fin à cette situation et ont été approuvés par arrêté préfectoral en date du 27 août 2018.	
Adhésion des communes à 2 structures différentes pour une même compétence	Respecter le principe d'exclusivité en mettant fin aux financements des communes membres pour des opérations relevant de compétences transférées	La Commission Départementale de Coopération Intercommunale a abouti à la dissolution effective des 11 syndicats primaires	
Le Comité Syndical n'est réuni qu'une fois par an alors que l'article L.5211-11 du CGCT indique que l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale se réunit au moins une fois par trimestre	Sle SIEA doit se mettre en conformité ou désigner des collèges d'électeurs.	Le comité syndical s'est réuni 2 fois en 2016, 4 fois en 2017 et 3 fois en 2018.	
Composition des commissions thématique limitée aux membres du bureau syndical.	ouvrir la composition de ses commissions aux membres du Comité	L'ensemble des commissions a été ouvert aux membres du comité.	
Les Débats d'Orientation Budgétaire du SIEA ne respectent pas les obligations réglementaires (délai, contenu)	Respecter les obligations légales.	Le SIEA s'est mis en conformité à/c de 2017.	
Les Comptes-Rendus Annuels d'Activité d'ERDF et GRDF ne sont pas présentés en tant que tels au Comité Syndical, mais seulement en commission ad hoc et la CCSP	Présenter les CRAC au comité syndical		à faire en 2019
Plus de rapport biennal sur l'état de la collectivité au 31/12 depuis plusieurs années.	Renseigner le questionnaire biennal des données sociales dans le cadre de l'élaboration du rapport sur l'état de la collectivité	fait en 2018 pour le rapport sur l'état de la collectivité au 31/12/2017.	
La régie RESO-LIAin étant un SPIC, le droit privé doit s'appliquer à ses salariés.	Application du statut de droit privé	Délibération de principe prise le 13 avril 2018 et régularisation au fur et à mesure que les contrats de droit public arrivent à échéance. 8 contrats de droit privé faits en 2018. Les nouveaux salariés sont recrutés directement sous contrat de droit privé.	
Le budget principal du SIEA supporte de manière indirecte les coûts de déploiement de la fibre. Les charges de fonctionnement présentées pour le réseau Liai ne représentent pas la totalité de celles qui sont réellement mobilisées de par l'absence de dotations aux amortissements et du fait de personnels, véhicules et bâtiments mis à disposition par les budget principal du SIEA sans contrepartie	Régulariser et affecter les dépenses au budget concerné.	Les coûts de déploiement directs ou indirects sont désormais, soit affectés au budget concerné, soit remboursés au coût réel.	
Absence d'amortissement (réseaux EP, communication électronique)	Procéder à l'amortissement comptable du réseau comm élec dès que les modalités de financement de ce budget permettront de le requalifier en SPIC	Amortissement des travaux d'éclairage public à/c de 2019.	Les conditions ne sont pas remplies pour le réseau fibre optique.

ANNEXE 2

Au recueil des actes administratifs n°38

Suite au comité syndical du 15 février 2019

Gaz – Commune de BOZ

Rapport sur le choix du mode de gestion du
service public de distribution de gaz



RAPPORT SUR LE CHOIX DU MODE DE GESTION DU SERVICE PUBLIC DE DISTRIBUTION DE GAZ

Commune de BOZ

RAPPORT SUR LE CHOIX DU MODE DE GESTION DU SERVICE PUBLIC DE DISTRIBUTION DE GAZ

Commune de Boz

Contexte

Le Syndicat Intercommunal d'énergie et de e-communication de l'Ain (SIEA), aussi désigné ci-après par le "Syndicat", exerce la compétence d'autorité organisatrice des missions de service public afférentes au développement et à l'exploitation de réseaux publics de distribution de gaz, ainsi qu'à la fourniture de gaz, sur le périmètre de 370 communes du département de l'Ain.

Par délibération en date du 22 décembre 1997, la commune de Boz a transféré cette compétence au SIEA.

Parmi l'ensemble des communes qui ont transféré la compétence d'autorité d'organisatrice de la distribution publique de gaz, 137 communes sont alimentées en gaz naturel et aucune n'est desservie en gaz propane dans le cadre d'un service public.

Le SIEA envisage de prendre les dispositions de sorte que la commune de Boz, aujourd'hui non desservie en gaz dans le cadre d'un service public, le soit en gaz naturel.

Conformément aux dispositions de l'article L.2224-31 III du Code général des collectivités territoriales (CGCT), les collectivités qui ne disposent pas d'un réseau public de gaz peuvent concéder la distribution de gaz par canalisation à un opérateur agréé, désigné après publicité et mise en concurrence.

De la nature du service public de distribution de gaz et de ses conditions d'exploitation découle sa qualification en Service Public Industriel et Commercial (SPIC), ce qui implique de respecter le principe de l'équilibre financier du service.

Par ailleurs, le respect des dispositions applicables aux concessions s'impose et les autorités concédantes doivent, préalablement à la conclusion de leur contrat de délégation de service public, suivre une procédure comprenant plusieurs étapes successives et associant tous les organes de la collectivité.

Les dispositions applicables à ces contrats ont récemment évolué avec la publication de l'ordonnance n° 2016-65 du 29 janvier 2016 et du décret n°2016-86 du 1^{er} février 2016 relatifs aux contrats de concession.

Dans le cadre de cette procédure, la Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL) mise en place par le SIEA et le Comité Technique sont amenés à exprimer leur avis sur le principe d'une délégation de service public de distribution de gaz naturel sur le périmètre constitué par la commune de Boz, avant que le Comité syndical, instance délibérante du SIEA, soit appelé à se prononcer.

En effet, conformément à l'article L.1411-4 du CGCT : *« Les assemblées délibérantes des collectivités territoriales, de leurs groupements et de leurs établissements publics se prononcent sur le principe de toute délégation de service public local après avoir recueilli l'avis de la commission consultative des services publics locaux prévus à l'article L. 1413-1. Elles statuent au vu d'un rapport présentant le document contenant les caractéristiques des prestations que doit assurer le délégataire ».*

Le présent rapport, élaboré par le Président du SIEA, a pour objet de présenter à la CCSPL et au Comité Technique puis au Comité syndical :

- les enjeux du choix entre régie et délégation de service public pour leur permettre de se prononcer sur le mode de gestion du service public de la distribution de gaz naturel sur la commune de Boz ;
- les caractéristiques du futur contrat.

I – Le service aujourd’hui

Le SIEA est l’autorité organisatrice de la distribution publique de gaz sur 370 communes du département de l’Ain et, depuis le 22 décembre 1997, sur le territoire de la commune de Boz.

A ce titre, le SIEA a notamment la charge :

1. de la négociation et passation avec les entreprises délégataires de tout acte relatif à la délégation des missions de service public afférentes à l’acheminement du gaz sur le réseau public de distribution ainsi qu’à la fourniture de gaz ou exploitation en régie de tout ou partie de ces services ;
2. de la représentation et la défense des intérêts des usagers en relation avec les exploitants ;
3. du contrôle du bon accomplissement des missions de service public par le délégataire ;
4. de la représentation des collectivités membres dans tous les cas où les lois et les règlements en vigueur prévoient que celles-ci doivent être représentées ou consultées.

II - Les différents modes de gestion du service de la distribution de gaz

La gestion des services publics peut prendre deux voies : la gestion publique ou privée.

Le service public de gaz naturel étant notamment envisagé par le SIEA, il convient de considérer que la distribution de ce gaz bénéficie d’un traitement particulier ; le Code général des collectivités territoriales encadre le choix du mode de gestion que doit opérer la collectivité.

L’article L2224-31 III du code précise ainsi que « *Les communes, leurs établissements publics de coopération intercommunale ou leurs syndicats mixtes qui ne disposent pas d’un réseau public de distribution de gaz naturel ou dont les travaux de desserte ne sont pas en cours de réalisation peuvent concéder la distribution publique de gaz à toute entreprise agréée à cet effet par le ministre chargé de l’énergie, dans les conditions précisées à l’article 25-1 de la loi n° 2003-8 du 3 janvier 2003 précitée. Ces communes et ces établissements peuvent créer une régie agréée par le ministre chargé de l’énergie, avoir recours à un établissement de ce type existant ou participer à une société d’économie mixte existante.* »

Ces dispositions sont reprises en des termes identiques par l’article L.432-6 du Code de l’énergie et précisées aux articles R.432-1 et suivants du Code de l’énergie.

1- La gestion publique ou régie

Le code général des collectivités territoriales (articles L.2221-1 à L2221-14) offre aux collectivités le choix entre deux formules de régie : la régie avec simple autonomie financière et la régie avec autonomie financière et personnalité morale.

La régie avec simple autonomie financière est administrée par un conseil et un directeur nommé par l’assemblée délibérante de la collectivité. Elle dispose d’un budget propre.

La régie avec autonomie financière et dotée de la personnalité morale possède une personnalité juridique propre et un patrimoine distinct de la collectivité à laquelle elle est rattachée.

Quel que soit son statut juridique, le personnel employé par la régie et affecté au service relève en principe du droit privé, exception faite du directeur et du comptable public.

Pour le reste, elle est soumise à un régime de droit public prédominant : Code des marchés publics et comptabilité publique.

Le prix du service en régie est généralement moins élevé qu’en gestion déléguée, ce qui peut s’expliquer en partie par une différence de structure des charges d’exploitation (frais de siège moins élevés, couverture du risque non valorisé financièrement, la régie ne poursuit pas un but lucratif).

Cependant, la gestion du service par le syndicat nécessiterait, outre l'acquisition de moyens techniques (matériels, etc.), l'embauche de personnel d'exploitation.

La gestion directe suppose par ailleurs la connaissance de l'exploitation d'un service gazier, métier que le SIEA n'a encore jamais assuré.

De plus, le Syndicat a choisi dès le début de l'exercice de la compétence gaz, le mode de gestion en concession qui est d'ores et déjà opérationnelle dans les 137 communes desservies. Il serait inapproprié de changer de stratégie alors que le SIEA n'a jamais assuré l'exploitation gaz.

En outre, la régie implique également des responsabilités directes dans le fonctionnement du service ainsi qu'un investissement plus important des élus dans la gestion du service.

Au regard de l'ensemble des inconvénients qu'elle présente, notamment en termes de risque technique lié à l'exploitation du service et du coût important des moyens à développer par le Syndicat pour l'exploitation directe du service, une gestion en régie n'est pas préconisée.

2- La gestion déléguée

La gestion déléguée du service se fait à travers plusieurs catégories de contrats et notamment :

- la gérance ;
- la concession avec investissements de premier établissement à la charge du concessionnaire ;
- la concession avec investissements de premier établissement à la charge de l'autorité concédante (désignée classiquement par le terme d'affermage) ;
- la concession avec financement des investissements de premier établissement et versement de la rémunération par l'autorité concédante (désignée classiquement par l'appellation de régie intéressée).

Ces quatre types de contrats peuvent être divisés en deux familles :

- la famille des contrats dans lesquels la collectivité conserve les risques financiers de l'exploitation et la maîtrise des tarifs : la gérance ;
- la famille des contrats « aux risques et périls » de l'exploitant qui regroupe les catégories de concession susvisées.

L'article L.1411-1 du CGCT modifié par l'ordonnance n°2016-65 du 29 janvier 2016, apporte une définition légale de la délégation de service public qui comporte des conséquences juridiques sur la qualification des contrats susvisés :

« Une délégation de service public est un contrat de concession au sens de l'ordonnance n° 2016-65 du 29 janvier 2016 relative aux contrats de concession, conclu par écrit, par lequel une autorité délégante confie la gestion d'un service public à un ou plusieurs opérateurs économiques, à qui est transféré un risque lié à l'exploitation du service, en contrepartie soit du droit d'exploiter le service qui fait l'objet du contrat, soit de ce droit assorti d'un prix.

La part de risque transférée au délégataire implique une réelle exposition aux aléas du marché, de sorte que toute perte potentielle supportée par le délégataire ne doit pas être purement nominale ou négligeable. Le délégataire assume le risque d'exploitation lorsque, dans des conditions d'exploitation normales, il n'est pas assuré d'amortir les investissements ou les coûts qu'il a supportés, liés à l'exploitation du service.

Le délégataire peut être chargé de construire des ouvrages, de réaliser des travaux ou d'acquérir des biens nécessaires au service public ».

2-1 Gérance

Le contrat de gérance a pour objet de confier à un tiers extérieur aux services de la collectivité, la responsabilité de gérer le service public en son lieu et place mais présente une particularité dans la mesure où l'exploitant est rémunéré forfaitairement par la collectivité directement au vu du compte d'exploitation prévisionnel du service établi sur la durée du contrat.

Or, dès lors que la rémunération est versée par la collectivité indépendamment des résultats d'exploitation, le contrat de gérance ne rentre pas dans la logique d'une concession.

La collectivité décide seule des tarifs, conserve les bénéfices et le cas échéant rembourse les déficits au gérant qui perçoit une rémunération forfaitaire. Dans une telle configuration, le cocontractant de la collectivité n'est donc pas soumis à une réelle exposition aux aléas du marché et il n'assume pas le risque d'exploitation.

Dans ces conditions, le Conseil d'Etat a ainsi considéré qu'un contrat de gérance ne constitue donc pas une délégation de service public mais un marché public (*Conseil d'Etat, 7 avril 1999, Commune de Guilhaud Granges, n°156008*).

Or l'article L.2224-31 III renvoie à un service qui doit être « *concedé* », ce qui ne semble pas inclure une gestion dans le cadre d'un marché public.

Par ailleurs, il est généralement préférable pour une collectivité de transférer à un tiers les risques et périls de l'exploitation, notamment dans le domaine de la distribution de gaz naturel, où la mise en œuvre et l'exploitation sont régies conjointement par les règles de sécurité qui s'imposent à tout opérateur.

Pour ces différentes raisons, un montage sous forme de gérance n'est pas adapté.

2-2 Concession

2-2-1 Concession avec financement des investissements liés à l'établissement du service et versement de la rémunération par la personne publique (régie intéressée)

Comme le contrat de gérance, le contrat de régie intéressée a pour objet de confier à un tiers extérieur aux services de la collectivité la responsabilité de gérer le service public en son lieu et place.

Cependant, dans un contrat de régie intéressée, le fonctionnement du service est essentiellement défini par la collectivité. Le régisseur est rémunéré selon une formule complexe comportant un minimum garanti par le contrat auquel s'ajoutent, le cas échéant, des primes de gestion en fonction des résultats de l'exploitation.

Selon la part respective des primes par rapport à la rémunération forfaitaire, le contrat est qualifié de délégation de service public ou non (*Conseil d'Etat, 30 juin 1999, SMITOM*).

Un tel montage implique un suivi approfondi et complexe du service.

A ce titre, il n'est pas préconisé.

2-2-2- Concession

Conformément à l'article 6 de l'ordonnance n°2016-65 du 29 janvier 2016 relative aux contrats de concession, les contrats de concession peuvent déléguer un service public.

Le concessionnaire est chargé d'exploiter le service concédé en se rémunérant auprès des usagers.

Il peut être chargé de construire les ouvrages ou d'acquérir les biens nécessaires au service concédé.

On distingue donc plusieurs hypothèses :

- l'hypothèse dans laquelle la collectivité concédante confie, outre l'exploitation du service public concédé, la construction des ouvrages de premier établissement et la charge des investissements ultérieurs de développement et de renouvellement des ouvrages.

Il s'agit alors généralement d'un contrat de longue durée (en raison de la durée d'amortissement du réseau) ;

- l'hypothèse dans laquelle le concessionnaire n'est pas maître d'ouvrage des travaux de premier établissement et développement des réseaux. Les ouvrages sont remis par la collectivité au début de l'exploitation. C'est pourquoi, la durée des contrats d'affermage est moins longue que celle des contrats de concession. Il est également possible de « mixer » ces deux options. Un contrat de concession peut, par exemple, charger le concessionnaire, de réaliser sous sa responsabilité et à ses frais un programme de travaux bien défini. La durée du contrat doit alors être déterminée en fonction de l'amortissement de cet investissement par le concessionnaire.

Au cas présent, dans la mesure où le réseau n'existe pas, le contrat de concession avec la prise en charge de l'ensemble des investissements liés à la mise en place, l'exploitation et le développement du service, peut se justifier.

Par ailleurs, le financement des premiers investissements pèserait lourdement sur le budget du SIEA.

Le haut degré de technicité du métier, les responsabilités juridiques engagées et l'évolution de la réglementation incitent à retenir le principe d'une gestion du service en délégation.

Ainsi, la gestion par concession avec mise à la charge du concessionnaire de l'ensemble des investissements semble la plus satisfaisante.

III - Objectifs du SIEA pour la gestion du service

La gestion des services de distribution de gaz naturel s'inscrit dans un cadre juridique et réglementaire particulièrement exigeant en matière de qualité du service (règles et indicateurs de performances techniques destinés à répondre aux objectifs de sécurité et de qualité du gaz livré).

L'usager du service, qui est également un consommateur, est en droit d'exiger un service public de qualité au coût le plus juste. Cette qualité prend plusieurs formes : la continuité de la fourniture de gaz naturel, un service disponible en cas d'urgence, la conformité du gaz naturel aux normes en vigueur, une qualité d'information, d'écoute et d'accueil, une facture claire, etc.

Pour le SIEA, la qualité dans le long terme (c'est-à-dire au-delà de la durée d'un contrat) implique des responsabilités en matière d'investissement, de renouvellement et d'entretien des installations du service : préservation du patrimoine, remplacement des canalisations vétustes, etc.

Le choix du mode de gestion du service contribuera à atteindre ces objectifs.

IV - Caractéristiques du service public de distribution de gaz naturel

Commune concernée	Population
Boz (01057)	525 habitants (population légale millésimée 2016 entrée en vigueur le 1 ^{er} janvier 2019.)

Le périmètre concédé couvre l'intégralité du territoire communal ; les travaux de premier établissement devront concerner, à minima la desserte du parc d'activités économiques Actiparc.

Les caractéristiques des prestations que devrait assurer l'entreprise concessionnaire seraient principalement les suivantes :

- la construction puis exploitation du réseau,
- les relations du service avec les usagers,

- la facturation et le recouvrement de l'ensemble des redevances, droits et taxes,
- la fourniture aux usagers d'un gaz naturel de qualité conforme à la réglementation en vigueur,
- la tenue à jour des plans et des inventaires technique et comptable des immobilisations,
- Le fonctionnement et la surveillance, la prise de toute disposition utile afin d'assurer la sécurité des personnes et des biens
- L'entretien préventif et curatif de l'ensemble de l'infrastructure, la maintenance
- Le renouvellement des réseaux et ouvrages (équipements électriques, mécaniques, hydrauliques, compteurs, branchements, etc.)
- L'extension éventuelle des réseaux
- Le raccordement pour tous les usagers pour lesquels le seuil de rentabilité de l'investissement de desserte, tel que prévu dans la convention, sera atteint
- La conception et la mise en œuvre des actions d'information de la clientèle et de promotion du service.
- La fourniture d'un compte-rendu annuel d'activité détaillé à l'autorité concédante
- la fourniture au SIEA de conseils, avis et mises en garde sur toutes les questions intéressant la bonne marche de l'exploitation et sa qualité globale.

Le contrat devra définir précisément les informations que le délégataire tiendrait à la disposition du SIEA, les modalités de leur transmission et les moyens de contrôle effectifs dont il pourrait faire usage pour vérifier la bonne exécution des contrats et la qualité du service.

Le gaz distribué sera du "gaz naturel".

Conformément aux dispositions des articles L.432-7 et R.432-8 du Code de l'énergie, la collectivité pourra contribuer au financement de l'opération de desserte. Son éventuelle participation sera appréhendée, déduction faite des participations de tiers en numéraire ou en nature, sur la base de l'ensemble des éléments que devra produire le candidat pour justifier une compensation des charges de service public qui ne pourraient être couvertes par le tarif.

La délégation de service public serait accordée pour une durée de 30 ans à compter de la date où elle sera rendue exécutoire.

V - Avis

Ce projet a été soumis :

- conformément à l'article L1413-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, à la CCSPL, réunie le 15 janvier 2019, qui a donné un avis favorable.
- conformément à l'article 33 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, au Comité Technique réunie le 5 février 2019 qui a également émis un avis favorable.

VI - CONCLUSION

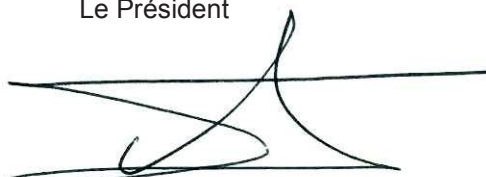
Compte tenu des attentes du SIEA en matière de gestion du service, la solution de la concession avec financement de l'ensemble des investissements par le concessionnaire serait la plus favorable car elle lui permettrait d'externaliser des frais de premier investissement très coûteux (construction du réseau) et ferait peser sur le concessionnaire le risque technique de la réalisation. Cela étant précisé, le contrat devra donner au Syndicat les moyens de contrôler le montant et le rythme des investissements. La durée du contrat serait de 30 ans.

Dans le cadre de la procédure de délégation de service public instituée par les articles L1411-1 et suivants du CGCT, le Comité Syndical est donc appelé à se prononcer lors de son assemblée prévue le 15 février 2019 sur le principe d'une gestion déléguée du service de distribution de gaz naturel, de type concession, avec mise à la charge du concessionnaire de l'ensemble des investissements d'établissement et de développement du service sur la commune de Boz avec recours, le cas échéant, à une participation financière, conformément aux dispositions des articles L.432-7 et R.432-8 et suivants du code de l'énergie relatif au développement de la desserte gazière et aux extensions des réseaux publics de distribution de gaz naturel .

Fait à Bourg-en-Bresse, le 06 février 2019



Le Président



Walter MARTIN

ANNEXE 3

Au recueil des actes administratifs n°38

Suite au comité syndical du 15 février 2019

Communication Electronique
Convention de financement du déploiement de la fibre optique
CD01 - SIEA



CONVENTION DE FINANCEMENT DU DEPLOIEMENT
DE LA FIBRE OPTIQUE / CD01-SIEA

Année 2019

Convention de financement du déploiement de la fibre optique sur le Réseau d'Initiative
Publiques de l'Ain 2019

Vu la délibération du Conseil départemental du XXX, approuvant la présente convention,

Vu la délibération du Bureau / Comité Syndical du SIEA du XXX, approuvant la présente convention

Entre les soussignés

Le **Département de l'Ain**, 45 Avenue Alsace-Lorraine 01000 BOURG EN BRESSE,
représenté par son Président en exercice,

Désigné ci-après le Département

Le **Syndicat Intercommunal d'Energie et de e-communication de l'Ain**, représenté par son
Président en exercice,

Désigné ci-après le SIEA

IL EST CONVENU CE QUI SUIVIT :

Préambule

Le déploiement de la fibre optique est un objectif prioritaire du Département de l'Ain et vise à répondre aux enjeux suivants :

- L'équité zones urbaines / zones rurales,
- La mise à disposition d'un réseau public avec un même niveau de débit pour tous : particuliers, professionnels et collectivités
- L'aménagement du territoire départemental entre 2 métropoles (Lyon et Genève),
- Le développement économique des entreprises et des services publics.

Le SIEA a envisagé un projet de déploiement de fibre optique sur l'ensemble du territoire dès 2007 avec dans un premier temps, une zone test sur le pays de Gex. Le SIEA est un « pionnier » du déploiement de la fibre optique dans le cadre d'un réseau d'initiative publique de cette ampleur.

Fin 2018, le déploiement de la fibre optique réalisé par le SIEA peut se mesurer de la manière suivante :

- 230 communes partiellement ou totalement desservies FttH + 6 Communes en Wifibre
- 145 Zones d'activités ouvertes au THD
- 115 240 logements et bâtiments professionnels raccordables (au 28 décembre 2018, sur un total de 287 764 prises à produire d'ici le 31 décembre 2021) ;
- 37 820 abonnés en service FFTH (au 28/12/2018), dont environ 1 500 professionnels ;
- Un taux de pénétration de 32.8 % (Le taux de pénétration correspond au nombre d'abonnés au service rapporté au nombre de prises raccordables déployées à ce jour)

Le Département de l'Ain a été un partenaire du projet d'une part par la révision du Schéma Directeur Territorial d'Aménagement Numérique en 2014 dont il est le porteur et d'autre part à travers des financements apportés au cours des précédentes années :

- soit sous forme de subventions,
- soit sous forme de garanties d'emprunt.

Afin d'accélérer le déploiement des prises, le SIEA a conclu un marché de conception réalisation sur de 2 lots géographiques (Est et Ouest) engageant les prestataires retenus sur des objectifs de réalisation au 31 décembre 2021.

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les modalités de financement du Département de l'Ain pour le déploiement de la fibre optique sur le Réseau d'Initiative Publique de l'Ain par le SIEA, pour l'année 2019.

Article 2 : Description de l'opération

La maîtrise d'ouvrage du déploiement du réseau d'initiative publique de l'Ain de fibre optique est réalisée par le SIEA.

Le nombre de prises raccordables s'élève au 31 décembre 2018 à 115 240.

Le marché de conception réalisation sur les 2 lots géographiques fera l'objet d'une **planification précise qui sera proposée fin mars 2019**. La construction des premières prises dans le cadre du marché de conception-réalisation est prévue à partir de mai 2019, pour une

commercialisation à l'automne et fera l'objet d'une communication avec le département et l'ensemble des financeurs.

Lors de son Assemblée générale du 5 octobre 2018, le SIEA prévoit un programme de déploiement de Prises raccordables suivant :

- 2019 : 36 000 prises raccordables,
- 2020 : 68 000 prises raccordables,
- 2021 : 68 000 prises raccordables.

L'objectif est d'avoir déployé 287 764 prises à fin 2021.

Il faut noter que la couverture en très haut débit fibre dans le département de l'Ain est partagée entre les zones d'initiative privée et publique.

D'une manière générale, la zone d'initiative privée correspond aux territoires les plus denses, considérés par les acteurs privés comme les plus rentables. La zone d'initiative publique compte de nombreux territoires ruraux et /ou éloignés des grands centres urbains (soit 392 communes, au 31 décembre 2018).

A contrario, le réseau d'initiative publique de l'Ain comprend l'ensemble des communes du département de l'Ain à l'exception des communes suivantes qui relèvent de la zone privée (ou dite conventionnée): Bourg en Bresse, Buellas, Dompierre-sur-Veyle, Jasseron, Lent, Montcet, Montracol, Polliat, Saint-Denis-les-Bourg, Saint Rémy, Servas et Vandeins (12 communes de l'ancienne intercommunalité Bourg en Bresse agglomération qui en comptait 15), Saint-Laurent-sur-Saône, Oyonnax et Ambérieu-en-Bugey.

Pour ces communes, le déploiement de la fibre optique est réalisé par Orange et SFR.

Article 3 : Montant du financement du Département de l'Ain

La Département de l'Ain attribue au SIEA une subvention d'un montant de 3 000 000 € pour l'année 2019 pour la réalisation de l'opération au titre de l'objectif prévu en 2019 et précisé à l'article 2.

Article 4 : Modalités de versement de la subvention départementale

Les modalités de versement de la subvention du Département de l'Ain au SIEA seront les suivantes :

Le premier versement intervient à hauteur de 2 700 000 € lors de la signature de la présente convention par les deux parties.

Le versement du solde annuel d'un montant de 300 000 € pourra être effectué avant le 30 novembre 2019, si les conditions suivantes sont satisfaites :

- Si le programme prévisionnel estimatif de prises raccordables localisées à la commune à réaliser en 2019, a effectivement été transmis à l'issue de l'élaboration de la planification annuelle indiqué dans l'article 2. (modèle en annexe à joindre sous forme de fichier Excel exploitable) ;
- Si le nombre de prises effectivement réalisées est supérieur à 50% du prévisionnel indiqué dans l'article 2, l'intégralité du solde sera versé, à la date d'atteinte de l'objectif ;
- Si le nombre de prises effectivement réalisées est inférieur à 50% du prévisionnel indiqué dans l'article 2, le solde sera versé au prorata des prises raccordables effectivement réalisées au titre de la période considérée.

Le versement du solde annuel définitif sera différé jusqu'à transmission d'un état de prises raccordables localisés correspondant à l'objectif prévu à l'article 2.

L'état des prises raccordables localisés sera établi sur la base du fichier IPE (norme ARCEP), actualisé quotidiennement et disponible sur le site FTP du SIEA à l'adresse suivante : <https://opérateurs.liain.fr/ipe/>. Le fichier de référence étant le fichier nommé LIAIN_01_SIEA_PM_IPEZMD_V20_2019XXXX_00_PBOOK.csv, ou 2019XXXX est la date du dernier fichier valide.

Le département sera informé des blocages subis par le SIEA et fera ses meilleurs efforts pour accompagner le SIEA dans la recherche de solutions.

Article 5 : Engagement du SIEA

5.1 Le SIEA s'engage, sous réserve de la validation par son assemblée délibérante, à respecter les orientations établies lors du Comité de pilotage des financeurs. En cas de non-respect, le Département aura la faculté de réajuster ses financements au bénéficiaire par voie d'avenant.

5.2 Dans le cas où le bénéficiaire n'atteindrait pas sur 3 années consécutives l'objectif fixé à l'article 2, de 50% de prises raccordables pour une année visée, celui-ci devra fournir au Département sous forme écrite, l'ensemble des explications liées à la non réalisation cet objectif.

Dans cette hypothèse le Département aura la faculté, et ce au regard des éléments reçus, de réajuster ses financements au bénéficiaire par voie d'avenant.

5.3 En l'absence de création de nouvelles prises sur la période 2018 - 2021, le versement des financements du Département prévus à l'article 2 seront suspendus à partir de 2022.

Article 6 : Avenant

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention définie d'un commun accord entre les parties (sauf pour les cas de non-respect des engagements prévus à l'article 5), fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1^{er}.

Article 7 : Responsabilité

L'aide financière accordée par le Département ne peut pas entraîner la responsabilité de celui-ci à aucun titre que ce soit, pour un quelconque fait ou risque, préjudiciable à un tiers, pouvant survenir en cours d'exécution ou au-delà.

Article 8 : Force majeure

En cas d'événement de force majeure selon les dispositions du Code civil, l'exécution des obligations du contrat est suspendue. Les parties sont libérées de leurs obligations qu'elles ne peuvent pas exécuter.

Article 9 : Communication

Le SIEA s'engage à citer l'intervention financière du Département de l'Ain dans tous les documents de communication où sera mentionnée cette opération, objet de la présente convention.

Lorsqu'il organise des réunions de présentation du projet, le SIEA s'engage à associer et inviter le Département de l'Ain.

Article 10 : Durée

La présente convention devient caduque si dans un délai de deux ans à compter de la date d'attribution de l'aide par le Département de l'Ain, l'opération n'a pas reçu un commencement d'exécution (aucune prise raccordable réalisée).

Article 11 : Litiges

Si une difficulté survient à l'occasion de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention, les parties tenteront de régler à l'amiable la difficulté. A défaut, elles porteront le différend devant les tribunaux compétents.

Fait à Bourg en Bresse en 2 exemplaires originaux, le XXX,

Le Président du Département de l'Ain,

Le Président du SIEA,

Jean DEGUERRY

Walter MARTIN

[illegible]

Le
Le Président du SIEA

ANNEXE 4

Au recueil des actes administratifs n°38

Arrêtés portant délégation de signature à Mme Stéfany Douillet
Arrêté portant désignation des représentants de la collectivité au sein
du comité technique



ARRETE SYNDICAL N° AI2018G186

Objet : Délégation de signature à Madame Stéfany DOUILLET

Monsieur Walter MARTIN, Président du Syndicat Intercommunal d'énergie et de e-communication de l'Ain,

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L. 5211-9, qui confère au président le pouvoir de donner, sous sa surveillance et sa responsabilité, par arrêté, délégation de signature au directeur général des services, au directeur général adjoint des services, au directeur général des services techniques, au directeur des services techniques et aux responsables de service,

Considérant la nécessité, pour la bonne marche des services, de procéder à des délégations de signature du Président,

ARRETE

Article 1 : Il est donné délégation à Madame Stéfany Douillet, Directrice du pôle Communication Electronique, pour la signature des documents suivants :

1. Personnel du Pôle Communication Electronique

- Les déclarations d'accident du travail,
- Les ordres de mission des agents et leurs états de frais de déplacement,
- Les autorisations de remisage de véhicule,
- Les demandes de formation,
- Les congés,
- Les fiches d'astreinte,
- Les conventions de stage,
- Les notifications de fin de contrat,
- Les attestations et certificats concernant le personnel destinés aux organismes sociaux ou toutes autres attestations,
- Les arrêtés individuels relatifs aux arrêts de travail inférieurs à 5 jours,
- Les arrêtés individuels relatifs aux modifications de l'organisation du travail (ARTT, horaires etc.).

2. Commande publique dans le champ de la Communication Electronique

- La liquidation des factures, mémoires, états d'acomptes des marchés
- La passation des marchés à procédure adaptée, commandes d'études, de travaux, de fournitures, des contrats et locations de matériels, contrats d'entretien, de prestations dans la limite de 30.000 € HT,
- Les états liquidatifs de recettes,
- La signature des ordres de services et tous les documents relatifs à l'exécution de travaux,
- Les bons de commande des marchés à bon de commande,

3. Comptabilité dans le champ de la Communication Electronique

L'ensemble des actes et des pièces relatifs à la gestion comptable et notamment :

- Les bordereaux de mandats et de titres,
- Les bordereaux d'annulation, certificats administratifs, ordres de paiement ou de reversement,
- Les bordereaux récapitulatifs des états de TVA.

4. Administration générale

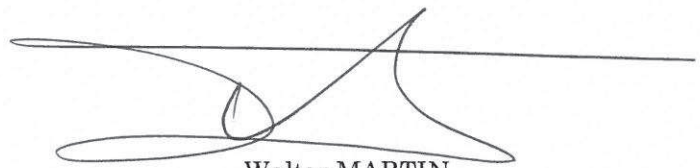
- Les bordereaux d'envoi et correspondances ayant trait à la compétence Communication Electronique, n'ayant pas de caractère de décision

Article 2 : Il est donné délégation, en cas d'absence ou d'empêchement de Madame Stéfany Douillet, à Monsieur Eric Berthet, Directeur Travaux, pour les mêmes pièces et dans les mêmes limites.

Article 3 : Le présent arrêté sera inscrit au registre des arrêtés et publié au recueil des actes administratifs du **SIQA**, transmis à Monsieur le Préfet de l'Ain, notifié à Madame Stéfany Douillet et envoyé à Monsieur le Payeur Départemental de l'Ain.

Bourg en Bresse, le 28 novembre 2018

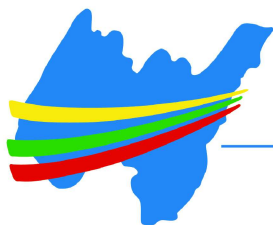
Le Président,



Walter MARTIN

Reçu un exemplaire, à titre de notification, en exécution des dispositions de l'article 2 de la loi n°82-623 du 22 juillet 1982.

A Bourg en Bresse, le



Syndicat

Intercommunal d'

et de

nergie
-communication de l'Ain

Accusé de réception en préfecture
001-250100211-20190201-AI2019P050-AI
Date de télétransmission : 01/02/2019
Date de réception préfecture : 01/02/2019

32 cours de Verdun - CS 50268 - 01006 BOURG EN BRESSE Cedex
Tél. 04 74 45 09 07 - Fax 04 74 24 77 51 - Courriel : courrier@siea.fr

ARRETE SYNDICAL n° AI2019P050 DESIGNANT LES REPRESENTANTS DE LA COLLECTIVITE AU SEIN DU COMITE TECHNIQUE

Le Président du Syndicat Intercommunal d'énergie et de e-communication de l'Ain,

Vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Vu le décret n° 85-565 du 30 mai 1985 modifié, relatif aux comités techniques paritaires des collectivités territoriales et de leurs établissements publics,

Considérant qu'en cas de vacance pour quelque cause que ce soit du siège d'un représentant titulaire ou suppléant de la collectivité au sein du comité technique, il y est pourvu par la désignation d'un nouveau représentant pour la durée du mandat en cours,

Vu l'arrêté syndical n°AI2017P200 portant désignation les représentants de la collectivité, et considérant la nouvelle organisation du SIEA avec deux directions, les représentants seront désormais 3 élus et il sera fait aux Directeurs en tant qu'experts, autant que de besoins.

ARRETE

ARTICLE 1^{ER}

Les représentants de la collectivité au comité technique sont désignés ainsi qu'il suit :

TITULAIRES		SUPPLEANTS	
Nom Prénom	Qualité	Nom Prénom	Qualité
Annie CARRIER	1 ^{ère} Vice-Présidente	Philippe GUILLOT-VIGNOT	Vice-Président
Yves VENÇON	Membre du Bureau	Brigitte COULON	Vice-Présidente
Jacques BERTHOU	Vice-Président	Walter MARTIN	Président

ARTICLE 2^{EME}

Le Président certifie le caractère exécutoire de cet acte et informe que celui-ci peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du Tribunal Administratif de Lyon dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

ARTICLE 3^{EME}

Le Président est chargé de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera transmise à Monsieur le Préfet de l'Ain, publiée et notifiée aux intéressés.

Fait à Bourg en Bresse, le 1^{er} février 2019

Le Président



Walter MARTIN

Notifié le

Signature des titulaires :

Signature des suppléants :